PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS

Rédaction-Administration - 15, passage Dubail (54, Bd. Magenta) Paris X. **ABONNEMENTS** France: 1 an: 22 frs.; 6 mois 11 frs.; 3 mois 5 frs. Etranger: 1 an: 40 frs.; 6 mois 20 frs.; 3 mois 10 frs.

TROTSKY ET L'OPPOSITION AVAIENT RAISON

« ... Nous disons ouvertement et honnêtement que la victoire du Socialisme dans notre pays n'est pas définitive ». STALINE (Réponse à Ivanov 15/2/38)

STALINE (Encore sur la déviation Social-Démocrate de notre parti, 1927)

« La loi de l'inégalité de développement signifie... la possibilité de la victoire du Socialisme dans des pays considérés isolément ».

Compte Chèque Postal : Alfred BARDIN : nº 1907-81 Paris

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste)- Section Française de la 4º Internationale

ILS ONT TUE LE FILS DE TROTSKY



ques jours, opéré pour « occlusion in-testinale », notre malheureux camarade Antibe, qui avaient même établi un poste la version du monde médical.

qui ont entraîné la mort de notre camarade, nous avons exigé qu'une aucla'r, sans qu'il soit besoin d'autopsier, danger. que la cause réelle qui a entraîné le décès, en pleine jeunesse, à 32 ans, de Staline depuis de nombreux mois. Le eu d'empoisonnement direct.

Une terrible nouvelle nous parvient corps et l'âme de Léon Sedoff étaient CONSTANCES, SUPPORTE L'OPERA qui met en deuil toute l'avant-garde minés, rongés par la calomnie à jet TION. mondiale. Léon Sedoff, notre camarade continu, par la menace permanente Sedoff, le fils de Léon Trotsky, est mort d'assassinat des bandes du Guépéou, ce matin mercredi 16 février, à 11 h. 30. qui l'ava ent suivi, ainsi que l'a établi Transporté dans une clinique il y a quel- irréfutablement une enquête de police, a succombé à une infection. Telle est de surveillance aux côtés de son appartement, qui lui avaient tendu un guet-apens (comme à Reiss), à Mulhouse, de Stal ne, Léon Sedoff, qui, tandis que apens (comme à Reiss), à Mulhouse, Afin que toute la clarté so't fa'te sur toutes les causes et circonstances exactes qui ont entraîné la mort de notre caritable préparation à la mort. Le mointopsie légale soit pratiquée et qu'une dre accident physiologique devait ainsi enquête soit faite. Mais il est déjà très mettre les jours de notre camarade en

L'organisme affaibli d'un homme notre camarade réside dans les mons- chaque jour menacé de la mort la plus trueuses et systématiques persécut ons, atroce pour avoir fait le sacrifice de sa tentat ves d'enlèvements, d'assassinats, vie aux idées de Lenine et de Trotsky, d'attentat, d'empoisonnement dont il n'a pu résister, en admettant même (ce était l'objet de la part de la police de que l'autopsie établira) qu'il n'y ait pas

> C'EST POURQUOI, DES MAINTE-GANGSTERS DU STALINISME QUI nelles, a conduit à la mort un jeune L'ONT TUE, CE SONT EUX QUI valeureux et talentueux militant bolche-vick, de notre Sect'on russe de la Qua-PORTENT LA RESPONSABILITE DE trème Internationale, un des plus aver-LA MORT DE CE VALEUREUX MI- tis et des plus ardents à démasquer se LITANT, DONT L'ETAT GENERAL crimes. EUT, EN DE TOUTES AUTRES CIR-

Ancien responsable des Jeunesses communistes de l'U.R.S.S., en 1919, exile aver son père en 1928, proscrit en 1929, Léon Sedoff était devenu le collaborateur direct de Léon Trotsky pour le questions russes. Condamné deux fois à son père était interné par le Gouverne ment norvégien, aux ordres du Guépéou avait assuré la défense des accusés de Moscou dans le remarquable « Livre Rouge ». Il était l'ennemi n° 1 de Staline, après Trotsky, C'est lui qui avait particulièrement contribué à démasque les assassins de Re'ss et à arracher aux griffes du Guépéou Krivitsky et Barmine. C'est lui qui assurait le Secrétariat de rédaction du « Bul'etin Russe de l'Opposition », la seule publication mondiale qui maintient avec une autorité souveraine la permanence du bolchevisme russe.

Après avoir acculé à la mort les deux filles de Trotsky, après avoir assassiné son fin Serge (accusé ignominieusemen NANT, NOUS FOUVONS AFFIRMER. d'avoir empoisonné les ouvriers), voici CE SONT LES BOURREAUX ET LES que Staline, par ses persécutions crimi-

Lire la suite page 2, 5. colonne

Chez les Métallos du Nord

La direction syndicale contre la grève

de notre correspondant.

Les indices officiels du « coût de la vie » sont en hausse constante. Dans le département du Nord, ils ont varié

de 11,3% de mai à novembre 1937. Pour répondre à cette variation les ravailleurs ont revendiqué un rajustenent des salaires.

Les 260.000 travailleurs du textile qui étaient laissé engager dans la procélure d'arbitrage doivent en conclusion, se contenter d'une augmentation de 5,5 %! En sera-t-il de même dans la Métallurgie ?

Les patrons de Valenciennes, de Lile, Maubeuge, etc. ont opposé aux desideratas des ouvriers un retus catégorique. En réponse, qu'ont fait les dirieants syndicaux ? Ils ont eu, malgré l'expérience acquise dans le Textile, ecours... à la procédure d'arbitrage!

Nos camarades savent comment les Métallos, après 8 semaines d'attente, exprimèrent leurs sentiments d'impadence à l'égard de l'arbitre Suquet, désigné par le gouvernement pour prononcer une sentence : UNE MENACE JE GREVE PUT FORMULEE LE 30 JANVIER DERNIER.

Les patrons doivent au talent de Frossard, qui donna des «apaisements» dirigeants syndicaux, d'avoir schappé à l'occupation des usines.

De quelle nature furent ces « apai-ements » ? Des promesses... qui fuent d'ailleurs transmises aux ouvriers agrémentées de conseils de sagesse par l'arbitre ouvrier BOURNETON, secréaire adjoint de l'U.S. du Nord.

Frossard a pu manœuvrer à son aise. en vue de rompre préventivement la solidarité des 100.000 Métallos du Nord.

L'affaire a été réglée de main de maître : sentence particulière pour régler le conflit de Roubaix, désignation d'un nouveau surarbitre chargé de déterminer les rajustements d'appointements des techniciens et, enfin, sentences différentes à l'égard de travailleurs de Lille, Valenciennes et Sobrele-Château. Coupés les uns des autres sur le plan de l'industrie, puis sur le plan géographique, puis sur le plan

Lille, 14 février 1938 | économique et, enfin, sur lep lan professionnel, les travailleurs du Nord devront faire appel à toutes leurs ressources en vue de reconstituer leur solidarité pour mener l'action contre les liquidateurs de leurs revendications. Ce que, d'ailleurs, ils font.

A l'heure actuelle, un courant d'agitation, né des résultats de l'arbitrage, augmentations de salaires de 4,5 à %, moyenne 5,5 — prononcée hier par Suquet, grandit et menace le pa-

Devant ce courant, BOURNETON se propose de renouveler le coup qui suivit de peu la menace de grève du 30 janvier: retourner devant Frossard! Celui-ci, n'en doutons pas, ne manquera pas de faire à nouveau des promesses, quitte à les appuyer du déplacement de quelques compagnies de garde-mobiles vers le Nord.

Frossard sait l'enjeu du conflit du Nord, conflit ne pleine évolution, en passe d'éclater d'un moment à l'autre, et dont la transformation en grêve générale bouleverserait les plans de la bourgeoisie.

Il ne peut cependant, à une importante du procès de liquidation des avantages acquis par les ouvriers en juin 1936, effectuer le moindre recul qui risquerait d'engager les ouvriers dans la contre-attaque ; il ne peut, après avoir accordé 5,5 % d'augmentation de salaires aux 260.000 ouvriers du Textile, en réponse à une demande de 11 %, accorder davantage aux 100.000 Métallurgistes du même département (en réponse à une même revendication) sans avoir à redouter, Ainsi, depuis une longue semaine, non seulement une gr.ve de ces derniers, mais encore, l'extension de celle-

> Ainsi, actuellement, n'est-ce pas au sujet de l'éventualité d'un conflit de la Métallurgie du Nord que le gouvernement est inquiet. Le gouvernement redoute une réaction des travailleurs contre le vote des projets de lois relatifs au « Statut Moderne » et contre le système arbitral de réduction progressive de la condition ouvrière, réaction qui prendrait origine dans le Nord

Le "Statut du Travail"

Il faut briser cette camisole de force!

« Que la justice devienne la règle cier. Grâce à eux, on aboutit à l'aau sein des entreprises, que le tra- doption de l'amendement suivant vailleur cesse de voir contester la juste rétribution de son effort en que les offices départementaux sont rapport avec les conditions d'exis- supprimés, sauf la dérogation concertence; qu'en contre-partie du travail nant l'embauchage direct prévu à qu'il exécute sous les ordres de l'employeur il ait la garantie de son travail, de son droit syndical et de ses droits politiques; qu'en la situation présente on lui donne la garantie que son salaire restera constamment en Mais qu'est-ce que cet Office ? rapport avec le coût de la vie sans Il est administré par un Direct cesse en augmentation, alors la source des conflits disparaîtra », écrit Monmousseau (La Vie Ouvrière, du vail. » 3-2-38, page 10) à propos du « statut moderne du Travail ».

Ainsi done on tente d'accréditer auprès des ouvriers cette illusion criminelle qu'une bonne réglementation législative pourrait, au sein du régime capitaliste, assurer un espèce de statu quo, la « paix sociale ».

Il s'agit pour les dirigeants des partis « Communiste » et « Socia-liste » et de la C.G.T., de masquer aux yeux de la classe ouvrière les contradictions de classes qui existent et se manifestent de plus en plus ouvertement sous la pression des forces antagonistes de la société capitaliste dans l'alliance avec les représentants directs de la bourgeoisie libérale que sont les Daladier, les Chautemps, Bonnet, Sarraut ...

La nécessité de jeter un voile sur cette lutte de classes à l'intérieur du Front Populaire est commandée par la politique commune que chefs staliniens et réformistes développent dans leurs tentatives illusoires maintien du régime capitaliste ac-

D'ailleurs, l'examen des projets de lois qui composent le « statut mo- de la classe ouvrière derne du travail » permet de constater à nouveau que la « paix sociale » est impossible à établir dans le régicapitaliste (voir les numéros 65 et 66 de La Lutte Ouvrière).

Et si nous faisons le point de la discussion qui s'est poursuivie à la Commission du Travail de la Chambre des députés notre appréciation se trouvera confirmée pleinement.

Qui va confrôler l'embauchage, le débauchage et organiser le placement ?

Les 10 et 11 février, la Commission du Travail a examiné les deux projets de lois qui concerne ces problèmes. Deux députés communistes plus exactement staliniens - sont rapporteurs : Monmousseau et Mer-

« Le bureaux de placements autres l'article premier de la loi sur l'embauchage et le licenciement. »

L'Office public départemental de placement reste donc la pièce maîtresse de ces deux projets de lois.

Il est administré par un Directeur, lequel « est nommé par le Préfet avec l'agrément du ministre du Tra-Le Direction est assisté par une

Commission administrative paritaire départementale. Celle-ci « comprend un nombre égal de représentants des employeurs et des travailleurs nommés par arrêté du préfet. Cette Commission est présidée par le Préfet. Le Préfet, représentant du pouvoir

central dans le département, a des attributions importantes. Or, l'expérience des arbitrages a dévoilé, s'il était nécessaire, suffisamment le rôle d'agent du patronat que jouent les

Ainsi, le placement, l'embauchage et le licenciement sont placés, dans ces deux projets de lois rapportées par des députés « communistes » et amendés par la Commission du Travail, en définitive sous le contrôle d'un office où les représentants des travailleurs apparaissent comme des otages politiques, dans le meilleur

L'arbitrage obligatoire est renforcé contre l'hostilité

Dans le projet initial (ici c'est un député « socialiste » qui rapporte) toute sentence arbitrale ou surarbitrale pouvait, en définitive, être sanctionnée ou modifiée sans appel par l'organisme le plus réactionnaire et e plus conservateur de la démocra-

tie bourgeoise : le Conseil d'Etat. La Commission du Travail a substitué au Conseil d'Etat un Conseil supérieur de l'arbitrage qui a le pouvoir dévolu auparavant au Conseil d'Etat Puisqu'adoptée par les députés Front Populaire on pourrait penser que cette création est faite pour favoriser la classe ouvrière! En est-il ainsi ?

Ce nouveau conseil serait composé: a) Président : le vice-Président du Conseil d'Etat.

(Lire la suite page 3)

ALLEMAGNE

veut l'Anschluss

APRÈS LE 4 FÉVRIER

emagne depuis l'avènement de la ban- tionalisation et le renouvellement de de hitlérienne au pouvoir. La réalisation d'un réarmement gi-

gantesque à un rythme toujours plus accéléré. Une réorganisation profonde et intégrale de l'économie nationale en vue d'orienter toute la production en fonction de la préparation à la guerre. Tout - hommes et choses - est subordonné à ce double but. Qu'en rrsulte-t?il ? D'abord une sous-consommation générale des masses, qui engendre un mécontentement toujours plus aigü parmi les ouvriers et les classes moyennes. Ensuite une mise au pas impitoyable envers tous les éléments qui manifestent quelque résistance ou même quelque vélléité d'indépendance envers ce but, son instrument d'exécution, le parti «nazi» et les moyens par lesquels il est réalisé. Le mécontentement et les protestations des masses profondes n'apparaissent pas, soigneusement étouffés par la formidable machine policière de l'Etat hitlérien. A peine apprenons-nous, par avenutre, que des distributions de tracts illégaux ont eu lieu, ça et la.

Mais les sommets de la société, qui ont amené Hitler au pouvoir, et en faveur desquels s'est effectuée la pseudorévolution nazie, manifestent beaucoup plus ouvertement leur opposition. Elle est diverse.

Dans le secteur économique, il y a a résistance des grands patrons et des propriétaires fermiers de l'Est. Le fameux plan de quatre ans, con-

çu par Gæring pour mettre l'économie, allemande sur pied de guerre sous le contrôle étroit de l'Etat, mécontente tous les industriels, grands et moyens. plan, qui monopolise un très

grand nombre de produits pour les besoins de l'armement, dévalorise les stocks accumulés par les entreprises, qui sont réduites à les céder à vil prix à l'Etat. Les remplacements de produits contraignent ces entreprises à un accroissement considérable de leurs

Deux faits dominent la vie de l'Al- | prix de revient par une nouvelle raleur capital fixe (machines, bureaux d'étude, etc...,). Les impôts sur le chiffre d'affaires ont crû, créant un conflit entre les patrons des entreprises d'armement, qui en bénéficient, en définitive, et les autres patrons, qui en subissent les charges.

Certains débouchés à l'exportation se restreignent aussi du fait de cette réorganisation. L'application du plan des quatre ans à l'agriculture ruine les positions féodales des « junkers » fonciers de l'Est au profit de l'Etat. z z

Ces résistances trouvent un appui dans l'appareil d'Etat auprès de la diplomatie traditionnelle et des cadres militaires. Officiers et militaires estiment que la politique extérieure des nazis sacrifie la sympathie anglaise, pilier de la politique extérieure de la bourgeoisie allemande d'après-gnerre à l'alliance incertaine et militairement faible en valeur de l'Italie. Surtout l'armée allemande constitue un élément autonome dans l'Etat fasciste et défend farouchement son indépendance contre le contrôle du parti nazi.

Refuge féodal de la réaction et de la bourgeoisie allemandes après l'écroulement de la guerre, laissée intacte par ses valets sociaux-démocrates, l'armée entend rester au-dessus de l'Etat nazi, qu'elle n'a installé, par l'entremise de Hindenbourg, que pour éviter la révolution sociale, mais qu'elle n'a pas perdu l'espoir de déblayer progressivement de la scène politique au profit d'un système bonapartiste dont el-

le serait l'axe. A ces opositions, s'ajoutent les résistances religieuses, qui refusent de s'intégrer purement et simplement au fascisme hitlérien, ne voulant point perdre leur crédit auprès des masses mécontentes et périr sous le coup des contradictions sociales qui menacent et ruineront finalement l'édifice nazi.

tiques », qui ont empêché la gauche gramme de la révolution socialiste. révolutionaire d'avoir la majorité absolue au Congrès Fédéral de la Seine bureau de la XV section, où les amis (second tour). Mais ce ne sont pas les de Marceau Pivert, nous ont opposé

ou avancer dans la voie

A LA FÉDÉRATION SOCIALISTE DE LA SEINE

Revenir au "Front Populaire"

du Front unique Prolétarien

mandats tripatouillés de la bureaucra un refus. Ils ont même refusé que no-tie qui comptent. La majorité réelle des tre groupe local se joigne à la section socialistes de la Seine, s'est prononcée pour la manifestation du 12 février. contre la politique du F.P., pour la Pourquoi ? De peur des stalinistes d'upolitique dite du « Front Révolution- ne part, et de la bureaucratie S.F.I.O., naire ». Quiconque dans la gauche d'autre part. Nous devons dire qu'une révolutionnaire. s'appuierait sur cette telle orientation, si elle est maintenue, différence d'un siège pour justifier une si les membres de la G. R. l'acceptent, politique de temporisation et d'équivoque avec les Bracke, les Zyromski reuse des capitulations après quoi il ne devrait être considéré comme un véritable traître à sa propre tendance.

Interprétant cete volonté des militants socialistes, qui traduit une orientation dans le sens même où la IV° Internationale, le P.O.I. et les J.S.R., n'ont cessé de militer fermement, nous avions propsé le front unique aux sections socialistes. Les camarades de la 19º section ont accepté. Ils ont com- voir démentir par des actes. pris que le « Front Révolutionnaire » lusions, qui a parlé honnêtement aux les militants de la G. R., pour leur

La corruption, les fonds secrets, les | ouvriers, qui dans la prostration génésections « municipales », telles sont rale a maintenu l'agitation systématiles forces « honnêtes » et « démora- que pour les revendications et le pro-

Mais il n'en a pas été de même au contient à l'état latent la plus dangerestera plus rien et même bien entendu, plus rien ni de la G. R. ni de sa

Marceau Pivert a pris l'habitude des capitulations, Marceau Pivert ne sort pas de la politique de la peur. Comment pourrait-il s'orienter dans la politique de la révolution? Il s'agit de critiques que nous serions heureux de

Mais le premier symptôme venu de serait une phrase creuse, sans l'unité la direction, ce refus de collaboration d'action avec l'avant-garde, sans la pratique nous incite non seulement à collaboration pratique avec le parti rééditer nos propositions, mais surtout qui a prévu la faillite du Front popu- à nous adreser d'une manière encore laire, qui n'a ni capitulé, ni semé d'il- plus directe et plus pressante à tous

Accepterez-vous, camarades socialistes de la Seine, que d'en haut, on fasse des phrases sur la révolution, pour mieux repousser la collaboration des révolutionnaires? Accepterez-vous que votre « direction » délibère dans la terreur de Paul Faure d'une part, de Duclos d'autre part?

Marceau Pivert, dans « Juin 1936 », nouvel organe de la Fédération de la Seine, se prononce pour « l'action directe comme en février 1934, comme en juin 1936 ». Soit. Mais attend-t-il une telle propagande de ses voisins de colonne, les freineurs de l'action directe Bracke et Zyromski ? Marceau Pivert parle de « l'action directe » exactement depuis tout le temps. Est-ce pour repousser l'action commune avec les vrais partisans de l'action directe?

Marceau Pivert se prononce pour « un Gouvernement de combat à l'image exacte du Front Populaire réel» Cette formule équivoque montre que Marceau Pivert n'a rien compris ni à la faillite du Front populaire, ni à la nécessité d'un front unique prolétarien. Le Front populaire a fait faillite parce qu'il représente la coalition des bourgeois radicaux, des réformistes et des stalinistes dans les cadres de l'état capitaliste. Le Gouvernement était bien à l'image du « Front populaire ». Ce Front populaire lui-même était impuissant parce qu'il contenait d'une part les ouvriers et paysans qui tiraient à gauche, d'autre part la bourgeoisie radicale qui organisait l'action contre les ouvriers et paysans avec l'appui des directions P.S., P.C., C.G.T.

La leçon la plus immédiate à tirer de la faillite, est qu'il ne faut plus un tel « front » qui n'en est pas un, qu'il faut chasser l'ennemi : le Parti radical, la bourgeoisie, et en revenir à un front où des forces antagonistes de classe ne se neutraliseront pas dans la passivité au profit de l'ennemi. Il faut e Front unique prolétarien du P.S., du P.C., du P.O.I., de l'U.A., sur des objectifs précis de lutte.

Commençons dans cette voie de redressement et de salut par le Front unique entre la Fédération S.F.I.O. et la région parisienne du P.O.I.

Recommençons plus tôt février 1934, où la Ligue communiste (bolchevickléniniste) constitua avec les socialistes de la Seine, le premier Comité d'Unité d'action véritable.

Quels objectifs immédiats? A bas le « statut du travail », qui étrangle le droit de grève! Echelle mobile, contrôle sur l'embauche et la débauche. Conventions nationales ! Contrôle ouvrier envisagé comme la leule étape vers les nationalisations

Contre le fascisme : Milices ouvrières contre les cagoulards! Contre la guerre : A bas les deux ans! A bas le budget de la guerre! Pour nos frères d'Espagne : action directe contre

Organisation de la lutte pour renverser le gouvernement Chautemps de

réaction, de misère et de guerre. Unir nos forces pour ces objectifs qui sont précisés dans un tract et une lettre de notre parti, c'est assurer le vrai front, la vraie cohésion, la véritable unité de lutte.

Unir avec les radicaux, repousser les « trotskystes », les révolutionnaires, se contenter de phrases sur le « Front révolutionnaire », c'est accentuer la démoralisation et la division au profit des bourgeois et des fascistes.

Camarades socialistes de la Seine vous avez à choisir.

Le P.O.I., en ce qui le concerne, poursuivra inlassablement son action pour réaliser le front unique proléta rien. Il prendra acte de tous les pas positifs pour souder l'action commune mais il stigmatisera toutes les capitulations et toutes les défaillances.

P.-S. - A propos de « Gouverne ment à l'image du Front populaire réel », même si cette formule-devinette signifie pour certains dirigeants de la G.R., amis du P.O.U.M., un gouvernement qui, s'appuyant comme le gouvernement Taradellas-Nin, sur masses, sur les Comités, on sait ce que ça donne. Les bourgeois de la coaliton du Front populaire réel ou non et leurs instruments réformistes et stalinistes, n'ont rien de plus pressé que de consolider l'instrument d'état bour geois, et d'anéantir les Comités, avec l'appui des soi-disant « révolutionnai

Donc, assez de chalataneries! Surtout depuis la tragique expérience du

Ceux qui persistent et qui savent, ne méritent que du mépris. Et d'ailleurs citoyens, si amis des masses, commencez au moins. par construire un Comité de masse. Nous vous appuyerons de toutes nos forces, si seulement vous utilisez l'influence de la F.S., pour fai re un pas dans cette voie.

SOUSCRIPTION

La Lorraine, 201,60; Marcelle (11°) 150; Renard (15°), 100; Follet (15°), 300; Galetti (17°), 50; Nana (17°), 50; Canard (17°), 20; Phalange 15° cellule, 70; Verdier (19°), 15; Cot (19°), 30; Jeannot (19°), 10; Giron (19°), 50; Prada (19°), 50; Craip..., 50; H... (14°), 100; Cellule d'Aulnay, 100; de Tours, 37; un groupe de camarades anglais. 37.50; de G. (Lens), 10; Marat (20°), 15; Théo, 10; phalanges Sceaux, 581; F... Brognard, 30; 19° cellule, 200; Arnaud, 40; un docteur sympathisant, 25. la faveur de cette crise, et dirigée par

EN ROUMANIE

Nouveau pas vers le Bonapartisme

Il est inutile de retracer ici les | vénements qui se sont déroulés à Bucarest. Tout le monde, en effet, a lu dans la presse quotidienne comment Goga fut congédié par le roi Carol II et remplacé par le patriarche philofasciste Miron Christéa, entouré des anciens valets-présidents du Conseil, instruments dociles de la Cour et du capitalisme international. Notons, cependant, la satisfac-tion exprimée par la presse dite « de gauche » à la suite des déclarations de vassalité du nouveau gouvernement vis-à-vis des impérialismes

français et anglais, sous couleur de fidélité à la S.D.N. Sur les causes de la chute de Goga on a mis en avant plusieurs hypothèses. A l'intérieur, Goga, vieux po liticien universellement connu pour sa corruption, ne pouvait présenter le caractère de nouveauté nécessaire à une entreprise fasciste. A l'extérieur, ses déclarations bruyantes d'amitié au fascisme italo-allemand, préludant des avantages économiques pour la préparation à la guerre (pé-trole surtout et blé) de l'axe Rome-Berlin, créèrent l'opposition décisive des impérialismes « démocratiques » qui possèdent une lourde hypothèque sur l'économie roumaine. L'attaque fut déclanchée sur le plan financier et depuis une quinzaine déjà la presse française et anglaise parlait de la panique qui en avait résulté (baisse de 20 pour cent des valeurs rou-maines). La Banque d'émission ne

tarda pas à menacer le gouvernement de lui couper les « vivres ». D'autre part, l'action antisémite engagée par Goga sur le plan légal risquait de créer une émigration juive vers la Palestine comme ce fut le

allemands en Palestine). L'Angleterre, engagée dans une lutte L'Angleterre, engagee dans une lutte du leur a donne le tres très dure contre les Arabes, devait à tout prix éviter une cause nou- de minorités nationales (Hongrois, à tout prix éviter une cause nou- de minorités nationales (Hongrois, velle de recrudescence de l'agitation Russes, Juifs, etc.), qui ne peut trouarabe. C'est ce qui explique, en plus des autres motifs économiques, l'in-Bucarest qui a immédiatement précédé la crise ministérielle.

L'accentuation de la militarisation

et de la contrainte étatique sur l'éco-

nomie nationale, au cours des derniers

mois, ont cristallisé ces résistances et

les ont portées à un haut degré de

tension. Elles ont éclaté au cours des

consultations ouvertes, comme à l'or-

dinaire par Hitler, avant son discours

publicitaire du 30 janvier. Elles se

sont concentrées en une opposition

violente entre les dirigeants nazis, exi-

geant le contrôle absolu de l'armée et le la politique étrangère, face à la

respondant du Temps, qui parait bien

informé (quoi que fasse pour persuader

du contraire le torchon fasciste Grin-

goire, vendu à Hitler), jusqu'à la vio-

lence physique. Himmler, le chef du S.

A., bandes armées qui constituent la

police du parti hitlérien dans l'Etat,

a informé Hitler d'un complôt fom-

menté par un groupe d'officiers supé-

rieurs monarchistes pour mettre au

Il s'est appuyé là-dessus pour tenter

Mais le chef de l'Etat-Major, von

Fritsch, a voulu montrer que la Reich-

swehr était résolue à résister, les ar-mes à la mains. Il a fait occuper par

a troupe plusieurs édifices dans Ber-

lin. L'interdiction illimitée du Temps

pour avoir publié ces nouvelles mar-

ques de mécontentement du gouverne-

ment allemand et confirme, semble-t-

Devant l'ampleur de la crise, Hitler

est intervenu. Il a procédé à des rema-

niements dans les sommets gouverne

nentaux qui se sont ajoutés à certains

utres, précédemment effectués. Quels

sont-ils ? Au ministère de l'économie

nationale, Gering, qui remplaçait

3chacht renvoyé, et dirige le plan de

quatre ans, a placé un subordonné do-

cile, Funk, et des instruments sûrs

lux principaux postes de commande,

lont quatre officiers supérieurs en ac-

ivité de service pour mieux organiser

a liaison étroite entre l'économie et la

préparation à la guerre. La contrainte

le l'Etat s'appesantit d'autant sur la

production et accroît le mécontente-

A la guerre, Blomberg, l'ancien mi-

vistre, créature des nazis, est « dé

nissionné », ainsi que von Fritsch,

iont Hitler ne pouvait tolérer la révol-

e ouverte. Mais un des plus énergi-

ques représentants de la Reischwehr

(le général von Keitel) est nommé à

On compare cette transformation à

celle de l'Italie, où Mussolini concen-

tre entre ses mains la direction des

forces militaires. Mais on oublie que

l'armée italienne n'a pas, de loin, la

même puissance sociale dans l'Etat

que la Reischwehr en Allemagne; que

Hitler n'a pas pu placer de dirigeant

nazi à la tête de l'armée (on espérait

que Gæring ou Himmler remplacerait

Blomberg) et qu'il a dû, au contraire,

et que cette dernière a pu réaliser, à

elle, l'unité du commandement des for-

y mettre un homme de la Reischwehr;

1. leur authentiticité.

nent des industriels.

d'arrêter certains officiers supérieurs.

pouvoir le second fils du Kronprinz.

Enfin, les changements survenus dans les sphères dirigeantes du IIIe Reich ont déterminé en Roumanie, comme dans tout le bassin danubien et dans les Balkans, une tendance vers le retour à la suzeraineté franco-anglaise. En effet, de même que la renaissance de l'armée allemande allait en faire un centre d'attraction dans ces pays où le commerce allemand est déjà très puissant, inversement tout ébranlement (vrai ou imaginaire) dans la force militaire allemande devait amener la panique parmi cette clique de « dirigents » habitués à ne vivre que sous la pro-tection de l'impérialisme le plus fort.

Le nouveau gouvernement se caractérise par : a) Le renforcement décisif de l'Etat dictatorial, sous la coupe de l'armée, en vue de maintenir et renforcer l'exploitation forcenée des masses par le capitalisme franco-anglais et accentuer la préparation de la guerre. D'où, suppression de fait de toute organisation politique, particulièrement du parti tzaraniste des Maniu, englobant les masses paysannes; b) Suppression de toute presse libre et sa soumission à la clique au pouvoir; c) Maintien de l'action antisémite légale, avec moins de bruit et plus d'hypocrisie; d) Re-tour à la vassalité franco-anglaise. Déjà, le directeur de la banque nationale roumaine est invité à venir à Londres pour le prochain emprunt et les commandes d'armes.

En conclusion, il est clair que ce renforcement de la dictature roumaine ne résout aucun problème de la vie politique de ce pays : Problème économique, dû à l'hypothèque du capitalisme international sur ses riches. ses industrielles et à l'état d'extrême cas pour l'Allemagne (50.000 Juifs misère des masses paysannes cruellement déçues par une réforme agraire qui leur a donné la terre sans auver de solution dans un régime tout entier entre les mains de l'armée au tervention du Ministre d'Angleterre à service des exploiteurs impérialistes, Bucarest qui a immédiatement précé- au milieu d'une tension extrême des forces politiques en Europe.

12 Février

1934 - Grève générale 1938 - Manifestation de parade

naient que l'échec du putsch fasciste par les prolos. Des responsables du du 6 n'était qu'un demi-échec. Demi- P.C. vinrent le soustraire à cette coréchec parce qu'il avait imposé le si-nistre Doumergue au pouvoir, Dou-Un peu plus échec enfin parce que ce putsch serait suivi d'un autre mieux étudié et mieux préparé et qui celui-là réussirait peut-être si la classe ouvrière restait désarmée.

Février 1937. Dix-huit mois d'exercice du pouvoir par des gouverne- sifflets. ment de Front populaire nº 1, nº 2, nº 3, dix-huit mois après l'énorme poussée revendicative, politique et so-ciale des grèves de Juin 1936, le prolétariat célébrant les 9 et 12 février 1934 non pas sur le terrain de l'offensive, mais sur celui de la défen-

La manifestation de samedi a monet en juin 1936 la combativité ne tives; perspectives normales de la lutte et vers lesquelles la portent son sentiment de classe mais dont ses directions politiques et syndicales la détournent.

Bien qu'imposante, la foule était moins nombreuse qu'en 36 et 37. Pas de drapeaux dans le cortège. Les réformistes staliniens et sociauxdémocrates ne veulent plus rien qui rappelle aux ouvriers la lutte de « L'Huma » à longueurs de colonnes classe. Ils craignaient d'ailleurs que et dans les meetings à renforts de les drapeaux tricolores fussent noyés sous un flot de drapeaux rouges.

dangers immédiats du fascisme : Dusseigneur en prison! les Ca-

goulards en prison! Les postiers scandaient : 40 heures P.T.T.! 40 heures P.T.T. !... Puis ce qui représente pour beau-

pouvoir !... Les J.S. de la Seine ripostent par:

Thorez au couvent !... Un fasciste qui provoquait et criait au patronat et à supprimer le droit « A bas les Juifs! » fut expulsé du de grève.

Février 1934. Les ouvriers compre- café où il s'était retranché et corrigé

Un peu plus tard, vers 3 heures, mergue dont le premier acte fut de un camion de « Nicolas » dont les faire assassiner par les mobiles et les livreurs sont toujours en grève croisa flics les travailleurs qui avaient ma- les manifestants et grévistes de l'Anifestés le 9 à la République, demi- limentation, les gars entourèrent le camion et firent descendre le « jaune ». Des responsables syndicaux grimpèrent sur le marchepied pour exhorter les prolos au « calme » et à la «discipline ». Ce petit discours de trahison fut haché de coups de

Les grévistes de l'Alimentation ont compris!

A 4 h. 30, après une averse torentielle la manifestation était terminée. Presque partout nos camara-des avaient vendu La Lutte Ouvrière distribué des tracts malgré les violences et les provocations des bontré que pas plus qu'en février 1934 zes staliniens, qui arrachèrent tracts et journaux. Provocations et brimalui manquait. Ce qu'il manque à la des qui tournaient court et tomclasse ouvrière ce sont les perspec- baient souvent à plat. Pour susciter une atmosphère de pogroms contre nos camarades, les chefaillons staliniens les traitaient non pas de trotzkystes, mais de « cagoulards »! Malgré tout ils ne purent en beau-

coup de coins empêcher les ouvriers de discuter avec nous, car ils com-prennent très mal pourquoi le P.C. concentre le plus gros de ses efforts à « bouffer du trotzkyste » dans coups de gueule, alors que la classe ouvrière est en butte aux attaques du Beaucoup de mots d'ordre sur les grand patronat, qui augmente le rythme de production, brime les délégués licencie à tour de bras, engage des jaunes et organise - par ses trusts - la vie de plus en plus chère Bientôt ils comprendront que l'attacoup d'ouvriers encore la seule pers-pective de combat et de lutte : gauche ne sert qu'à masquer leur ca gauche ne sert qu'à masquer leur ca Thorez au pouvoir, Thorez au pitulation devant le capitalisme, au moment même ou P.C. et C.G.T., par le « Statut moderne du Travail s'apprêtent à livrer la classe ouvrière

Emile Bureau, secrétaire du Secours Populaire de France, MM. Fabius de Champville, vice-président du Parti Radical et Radical-Socialiste, Robert Lozeray, député de Paris, vice-prési-

dent de la Commission des Colonies et Maurice Briand, secrétaire du Secours Populaire d'Algérie, qui sont venus l'entretenir d'un projet de création d'un Comité National d'Aide aux populations éprouvees of l'Afrique du

ALGERIE

Qu'est devenu le

"Secours Rouge"

Il s'appelle maintenant « Secours Populaire d'Algérie », son titre a changé, son activité aussi. Sous le

gouvernement de « Front Populaire » la bourgeoisie n'emprisonne sans doute plus les militants ouvriers.

Pourtant il y a Messali, Zakaria,

Maarouf et d'autres dans les geôles

de Barberousse! Alors que fait pour

eux le « Secours Populaire » ?

Pour nous l'apprendre nous n'avons

qu'à lire le communiqué publié par

cette « organisation progressiste » dans l'Algèrie ouvrière du 5 février :

« M. A. Sarraut a reçu lundi M.

...M. Albert Sarraut déclara : « En 1938 il est inadmissible que, sous le drapeau français, de pauvres gens puissent souffrir de la faim et de certaines injustices en Afrique du

...Il ajouta que le gouvernement devait combattre sans merci toutes les tentatives de provocation et de division de certains groupements ins-

pirés par l'étranger. La délégation a tenu à exprimer son accord avec les déclarations de M. le Ministre de l'Intérieur.

Que conclurons-nous ? Nous concluons en demandant aux ouvriers qui veulent lutter contre la répres-sion : Qui a changé ? Sarraut l'homme honni des populations musulmanes nord-africaines est-il devenu le défenseurs des opprimés ? Le Secours 'opulaire est d'accord avec les déclarations du Ministre de l'Intérieur pour « combattre sans merci » certains groupements inspirés par l'étranger »! Voilà quelque chose qui n'est pas nouveau « le spectre de que haineuse et forcenée contre le l'étranger », « les menées antifrantrotzkysme et toute opposition de caises ». On nous a déjà servi ça aussi pour ne pas laisser mains lipres à la bourgeoisie et pour remplacer le Secours Populaire défaillant, organisons notre « Secours contre la Répression ».

Camarades! A bas le proconsul Sarraut ! Confiance seulement dans l'action directe ! Pour libérer Messali et ses compagnons formons nore organisation de lutte !

P. S. — Le Secours Algérien, créé récemment et dont l'action commene à s'affirmer, se propose comme premier but la libération de Messali et lutte en permanence pour venir en aide à toutes les victimes du colo-

Au Secours d'Erwin WOLF

Grâce à la pression des travailleurs en Espagne et hors d'Espagne, le gouvernement de Valence a été contraint de rompre son silence et de donner des

nouvelles du camarade Erwin Wolf. Celui-ci, emprisonné fin juilet 1937 à Barcelone, aurait été « libéré » le 13 septembre, et se trouverait sous la surveilance de la police officielle, sans pouvoir communiquer avec qui que ce soit du dehors, même son avocat, ni quitter l'Espagne. Le gouvernement promet de ne rien faire contre lui sans procès antérieur.

Sur quoi repose l'inculpation? Sur la prétendue participation de Wolf aux événements du début de mai à Barcelone. C'est là un mensonge impudent du gouvernement espagnol. Wolf était encore en France à la fin de mai. De

multiples témoignages en font foi. L'inculpation est donc sans aucune base sérieuse. La vérité est que Wolf a été arrêté, et est actuellement surveillé, si, comme il faut l'espérer, il est encore vivant, uniquement comme bolchevik-léniniste, et ancien secrétaire de Trotsky.

Nous exigeons du gouvernement espagnol la libération complète et imnédiate d'Erwin Wolf, et la liberté d'opinion pour les révolutionnaires dans le camp républicain espagnol.

En dernière minute nous recevons ine nouvelle des plus graves. L'agence Fournier a transmis il y a quelques jours une dépêche de Moscou innonçant qu'Erwin Wolf, ainsi que Pancien consul à Barcelone Antonov-Ovséenko, auraient été jugés et fu-sillés "à Moscou". La nouvelle n'a pas été démentie. Le gouvernement de Barcelone a-t-il menti ? La question doit être posée à l'ambassade de l'U.R.S.S. et celle de l'Espagne à Paris. Et les ouvriers français doivent exiger une réponse.

Petite Correspondance

LAF., Bd Ney, Paris-18°. — Adresse incomplète : quel numéro du boulevard Ney? Quelle durée abonnement? Soisson, Bourges, Pont-St-Esprit : Avons reçu chèques postaux (11-1-38) expéditeurs inconnus; envoyez adresses si destinés à abonnements (et du-

Londres : camarade D. qui réclamez envoyez votre adresse pour abonnement de 3 mois. Belgique. Camarade Lesoil : tenons

compte lettre du 26-1; faisons le nécessaire pour meilleure expédition.

WARDEN BERTON DER BERTON DER BERTORE DER BERTON DER BERTON DER BERTON DER BERTON DER BERTON DER BERTON DER BER En Allemagne

Après le 4 Février

(Suite de la page I)

Reischwehr, qui réclamait l'autonomie qu'elle est même allée, d'après un cor-

Sans doute, l'armée a-t-elle sacrifié son groupe d'officiers « monarchistes », mis à la retraite ou déplacés à des postes de moindre importance; et at-elle acceptée la constitution de commissions d'épuration, composées de na zis et d'officiers sûrs pour éloigner du commandement les officiers hostiles au régime. Mais entre l'avantage qu'elle en retire d'un rajeunissement des des propriétaires fonciers, maîtres du cadres militaires, elle a obtenu, en compensation, des avantages substantiels : sa complète autonomie.

L'armée ne relève désormais que du seul chancelier, sous la direction réelmandement unique dans le domaine de la défense nationale; une place dans le contrôle de la politique étrangère de l'Allemagne : elle est représentée par trois hommes dans le conseil privé

C'est ce qui donne leur vrai sens aux transformations opérées au ministère des Affaires étrangères.

Sans doute, von Ribentrop en prendt-il la direction. Mais il est par là même écarté de Londres, où il a échoué Dans son nouveau domaine, il est do miné par le conseil privé d'Hitler, présidé par von Neurath, l'ancien minis tre représentant des éléments « traditionnels », et soutenu par les délégués de la Reischwehr, qui affermiront sa politique pro-anglaise, circonspecte envers l'Italie et partisane de la prudence. Le rappel des ambassadeurs alle mands de Vienne, de Rome et de Tokio ne permet de rien présager pour le moment. Ce qui le montre bien, c'est l'hésitation que met le gouvernemnt à désigner leurs successeurs.

Quelles conséquences faut-il tirer de ces transformations, quant à la situation et à l'orientation de l'Allema-gne ? A l'intérieur, ces faits paraissent révéler, malgré l'étouffement de toutes les nouvelles, une crise assez grave du régime, puisqu'elle atteint jusqu'aux sommets. Le brusque renvoi à une date indéterminée au procès consacré au principal oppasant religieux du régie, le pasteur Niemœller, paraît le confirmer.

Les régimes « totalitaires » ne l'oublions pas, pourrissent de l'intérieur et s'ffondrent brusquement.

Malheureusement, le seul facteur capable de détruire le régime nazi et d'apporter une solution positive est le prolétariat; et actuellement, les ouvriers allemands luttent en silence (dispersés, écrasés par la machine policière de l'Etat et privés d'une direction révolutionaire consciente).

de l'armée et sa participation active à la direction de cette même politique étrangère. L'opposition était si aiguë chal, le subordonné de von Keitel. Mais une explosion prolétarienne à entre autres de Gœring, bombardé mal'extérieur, en France, par exemple, chal, le subordonné de von Keitel. hitlérien. Cela pour l'édification de nos « théoriciens » stalinistes, qui veulent châtrer l'élan révolutionnaire des ouvriers français en agitant l'épouvantail du danger hitlérien.

Cette crise est loin d'être résolue. Le facteur principal qui l'a engendré, le mécontentement des industriels et régime économiquement, n'a reçu aucun apaisement, au contraire.

S'ils réussissent à s'accorder avec la Reischwher, qui a réussi à sauvegarder sa puissance, la situation peut le de son homme, von Keitel; le com- changer. Une conclusion, en tous cas, est certaine : cette dernière crise a rétréci, plus encore que par le passé, la base d'appui de l'Etat fasciste en Allemagne. Cet Etat évolue de plus en plus vers un bonapartisme militaire et policier, dont Hitler constitue actuellement le balancier. En concentrant de Mus en plus toute l'autorité dans ses propres mains, Hitler ne supprime nulement, mais tente de « résoudre » les conflits violents, qui opposant parti, Reichswehr et capitalistes.

> Le pourra-t-il toujours ? Ce qui fait sa force, c'est que la bourgeoisie allemande entrevoit difficilement une aure issue que lui-même! Lui et ses oandes de gangsters armés partis, que pourrait-elle opposer au torrent de la évolution sociale?

Aussi le supporte-t-elle malgré ses uades.. Mais cette crise indique, répéons-le, qu'une puissante secousse sociale à l'extérieur peut amener un rapide effondrement en Allemagne. A l'extérieur, rien n'est mois sûr,

quoiqu'en dise la campagne paniquarle de l'Humanité (à laquelle toutes les occasions sont bonnes pour faire faire un pas de plus à l'union sacrée en France), qu'une prédominance à l'avenir incontesté de la ligne politique inspirée par les « théoriciens » nazis.

La reprise des pourparlers italo-an-

glais pousse l'Allemagne à son jeu de balance pour les écarter, donc pour se rapprocher de l'Angleterre, en lui consentant certaines concessions. L'offensive marquée par l'Italie en Europe centrale, au cours de la dernière réunion des Etats signataires du pacte de Rome, ranime la sourde opposition entre les intérêts directement rivaux de l'Italie et de l'Allemagne dans ce secteur européen. La chute du ministère «fasciste» de Goga en Roumanie est un coup droit à l'axe Rome-Berlin, qui doit s'incliner devant la puissance financière des corrupteurs anglo-francais. Tout incline l'Allemagne vers

l'appui anglais et l'oriente vers le pacte à quatre Occidental, voulu par Chamberlain, qui a repris dans ce but les pourparlers anglo italiens, mais voulu aussi, ne l'oublions pas, par le nouveau ministre allemand des affaires étrangères, von Ribenttrop.

Un symptôme de cette orientation paraît pouvoir être trouvé dans l'entrevue Hitler-Schushning à Berchstesgaden. La crise a affaibli l'influence allemande en Europe. Il importe à Hit-ler d'en marquer l'effet au point actuellement le plus névralgique de sa politique, l'Autriche.

Justement, un coup d'état semblait se préparer dans ce pays, marqué par une recrudescence de l'agitation des nazis autrichiens. Ce coup avorta par suite de la crise et ce n'est pas une coincidence. Il faut à Hitler une satisfaction sur ce point pour marquer l'ébranlement subit.

(Suite de la page 1)

A notre camarade Léon Trotsky, à sa magnifique et fidèle compagne Nathalia, nous adressons, avec tous les militants révolutionnaires du monde entier, la pius affectueuse et la plus fraternelle expression de notre solidarité. L'attachement du prolétariat révolut onnaire et ia haine grand ssante des ouvriers avancés pour les bourreuux du bolchev.sme nous sont un sûr garant que l'action de Léon Sedoff, comme collaborateur de Frotsky et militant de notre Section russe, restera comme un vivant symbole de courage et de dévouement prolétariens, auprès de l'avant-garde, et, par la suite, auprès des masses ouvrières tout entières. Du fond des bagnes de Staline, les bolchevicks-léninistes, les ouvriers révolut onnaires, dont il a défendu l'honneur bolchev.ck et la vie, lu. adressent leur fraternel hommage. Salut cher Camarade Sedoff!

Vive la 4º Internationale, qui vengera la mémoire des martyrs de la réaction

Vive la Révolution mondiale! Vivent les Soviets en U.R.S.S. et dans le monde! Le Secrétariat international pour la 4º.

Le Bureau polit'que du Parti ouvrier internationaliste. (Sect. russe de la 4º Int.) La edélégation des Bolchevicks-Leninistes russes à l'étranger. (Sect. russe de la 4º Int.) **

NOTE IMPORTANTE Tous les militants du P.O.I. et des J.S.R., tous nos amis et sympathisants, toutes les organisations d'avant-garde seront convoqués et invités à une date et à un lieu dés gnés ultérieurement pour assister aux obsèques de notre Camarade Sedoff, et pour venir rendre à ce vaillant militant de la 4º Internationale le fraternel hommage de l'avantgarde du Prolétariat de Paris.

La partie centrale de l'ordre du jour du Comité Confédéral des 14 et 15 février est une question de pure forme : la préparation du Congrès ordinaire de la C.G.T. de septembre prochain, y compris la détermination du mode de représentation des syndiqués à ce Congrès.

Il est particulièrement regrettable que le statut moderne duTrava il vienne en clôture de l'ordre du jour, on sait que cela signifie couramment un escamotage pur et simple d'un véritable débat. Cependant, il s'agit d'une menace immédiate, devant la classe ouvrière. La menace peut être écartée par la luttes des masses et pas autrement, ce qui pose comme condition une direction ouvrière honnête.

D'ores et déjà, l'honnêteté de la direction confédérale apparaît de façon singulière dans le problème du mode de représentation au congrès confé-

La C.G.T. actuelle comprend 15.000 syndicats et, chacun d'eux a droit à une représentation directe au congrès aux termes des statuts confédéraux. La Commission administrative a mandaté dès le 12 janvier, une commission de 5 membres : Biot, Delobelle, Neumeyer, Perrot et Raynaud, afin de déterminer les moyens de réduire aux environs de 1200 le nombre maximum des délégués au congrès. Evidemment cela ne peut se faire que par une re-présentation indirecte au 2e degré de chacun des syndicats de base. Cela ne peut qu'augmenter la distance entre l'ouvrier syndiqué de base et les dirigeants confédéraux et c'est ce que ces Messieurs préfèrent en des temps aus-

Ils ne se sont pas du tout préoccupés d'utiliser quelques-uns des millions defr ancs qu'ils utilisent à l'achat de buildings et châteaux pour louer les 3 ou 4 grandes salles parisiennes nécessaires, avec les microphones, hautparleurs, signalisations électriques nécessaires, ainsi qu'un réseau téléphonique pour relier de façon suffisante pendant le congrès. Il n'y a aucun obs-tacle materiel insurmontable. MAIS LA C. A. A DECIDE QUE L'OBSTA-CLE MATERIEL EST INSURMON-TABLE. Décidément, 15.000 militants l'effraient. Il lui faut épurer 9 dixièmes au moins et sélectionner profitablement 1 dixième de cette masse.

La Comission spécialement désignée a conclu que la sélection se ferait sur la base d'un groupement des syndicats de chaque Fédération dans chacune des 20 Régions Confédérales, que le C.C.N. de décembre 1936.

Les groupements syndicaux ont un double caractère : corporatif (par Fédération) et géographique (par Région).

Or, le Congrès Fédéral a précisément un tout autre but. Et c'est normal puisque les questions corporatives sont débattues à l'intérieur des Fédérations et les questions délimitées géographiquement à l'intérieur des Unions Départementales.

Le but du Con la confrontation de TOUTES LES OPINIONS sur l'orientation générale de la Confédération, sur les solutions à apporter aux problèmes d'ensemble (et il y en a) afin de déterminer l'action confédérale et d'élire la direction qui dirigera l'action démocratique dé-

CERCLE MARX-LENINE 140, rue Marcadet Mardi 22 février, à 21 heures L'INSURRECTION DES CANUTS LYONNAIS par ELIE ENTREE LIBRE

Invitation à tous

" Quatrième Internationale LE NUMERO 5 (FEVRIER) EST PARU

Le numéro de Février de notre revue vient de paraître. Tous nos lecteurs voudront lire les deux très importants articles de TROTSKY qu'il contient : AVANT LA NOUVELLE GUERRE MONDIALE, et QUATRE-VINGT-DIX ANNEES DE MANIFES-TE COMMUNISTE. En sommaire, lien outre THOREZ TEND LA MAIN AUX CATHOLIQUES, importante étude sur le communisme et la question religieuse, par DONAT ; PA-GES REVOLUTIONNAIRES de Karl LIEBKNECHT; dans l'Internationale, BRESIL : APRES LE COUP D'ETAT DE VARGAS ; BELGIQUE : A PRO-POS DU CONGRES DES J.G.L. HOL LANDAISES; livres et revues, etc... Prix du numéro : 2 francs.

Abonnements: France, 1 an, 20. » . 6 mois, 10. » Etranger, 1 an, 30. » . 6 mois, 15. »

Tous versements au compte-chèque postal : Naville 1333-80 Paris. . . 15, Passage Dubail, 10°.

(Il ne nous reste que quelques exem-

A Paris, QUATRIEME INTERNA TIONALE est en vente à la LUTTE OUVRIERE, 15, passage Dubail ; LIBRAIRIE PICART, boulevard St-Michel

LIBAIRIE CORTI, 6, rue de Clichy, LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse ;

LIBRAIRIE FARFALLA, 269, faubourg Saint-Antoine.

Au lieu de rechercher une solution qui permettre l'expression de toutes les tendances du mouvmnt, les bonzes recherchent la solution qui permettra l'étouffement le plus sûr des minorités et leur interdira laparole au Congrès.

Quelle que soit la position prise par le C.C.N. d'aujourd'hui et demain, chaque ouvrier syndiqué comprendra que le mode de représentation au Congrès Confédéral est une QUESTION DE REFORME DES STATUTS qui le regarde, lui le premier, et ce n'est pas l'affaire d'une instance supérieure restreinte et appointée de la C.G.T.

Si même il fallait croire contre l'évidence, à l'impossibilité d'un Congrès de 15.000 militants, chaque syndiqué conscient combattrait pour UN MODE DE REPRESENTATION DE TOU-TES LES TENDANCES DU MOUVE-MENT OUVRIER AU CONGRES CONFEDERAL SANS DELIMITA-TION REGIONALISTE 'NI 'CORPO-RATIVE, ni autre contrainte bureau-

MAIS IL FAUT D'ABORD LUT-TER POUR LE RESPECT PUR ET SIMPLE DES STATUTS : la RE-PRESENTATION DIRECTE DE TOUS LES SYNDICATS DE LA C. G. T.

Chez les Métallos La Fédération du Nord

(Suite de la page 1)

Nos camarades du P.O.I. (section de Lille) se dépensent depuis plusieurs semaines, distribuant tracts sur tracts leurs que leur intérêt n'est pas, au con- à la politique de la pause, attire de traire, de partager les préoccupations nombreux adversaires à nos camara s'inquiètent.

A la Compagnie Fives-Lille, le directeur s'est efforcé en vain d'obtenir des renseignements sur l'identité de nos distributeurs de tracts. Tous les travailleurs sollicités en vue de donner le signalement de nos camarades sachant que ce renseignement était destiné à la police, ont refusé ; à la même compagnie, les ouvriers marquent leur accord avec les positions du P.O.I. sur le conflit en cours, positions qui s'expriment clairement par notre mot d'ordre :

Pour l'Echelle Mobile, pour le contrôle des Prix, contre l'arbitrage obligatoire, contre le « Statut Moderne du

GREVE GENERALE DE LA ME-

PUBLICATIONS POPULAIRES

des Techniciens doit vivre

Les lecteurs de La Lutte Ouvrière ont déjà eu connaissance de la si tuation qu'occupe cette jeune Fédération dans la C.G.T.

L'affirmation d'une orientation lutaux portes des usines, organisent des te de classes, d'une hostilité comréunions et démontrent aux travail- plète à la loi d'arbitrage obligatoire, de Frossard, pas plus que celles de des des techniciens. En particulier certains de leurs dirigeants syndicaux les dirigeants staliniens de la C. attachés au respect des « sentences ». G. T. se sont fixés comme tâche, Les ouvriers, les techniciens, font bon non seulement d'étouffer les luttes accueil à nos militants ; les patrons ouvrières, mais de détruire purement et simplement la Fédération des Techniciens.

La Commission administrative fédérale, réunie les 12 et 13 février, a adopté une résolution distribuée au C.N. dont voici quelques extraits Malheureusement, nos efforts pour le développement du mouvement syndical des techniciens furent particulièrement entravés à partir du début 1937, tant par suite d'une recrudescence des attaques patronales, favorisées par la pause, que par suite de tentatives de désagrégation entreprises contre notre Fédération et ses syndicats, par certains militants responsables aux divers échelons de l'organisation confédérale.

L'action de désagrégation menée par des fédérations ouvrières et même dans la région parisienne par le Bureau de l'Union des Syndicats, atteint aujourd'hui une telle ampleur, que nous nous trouvons dans quelques régions et industries en présence d'un état de scission qui, si la C.G.T. n'y met bon ordre, entraînerait inévitablement la ruine du mouvement syndical des techniciens confédérés au profit des syndicats anticégétistes. Ce qui constituerait un danger très grave pour le mouvement syndical tout en-

En conclusion, la Commission Administrative fédérale demande au Codes prescriptions claires pour que se développe librement la Fédération des Techniciens et que cessent ces manœuvres de désagrégation. A défaut la Commission Administrative fédérale plinés dans la C.G.T., mais considéreront de leur devoir de dégager leurs responsabilités devant les Techniciens confédérés réunis en Congrès, ainsi que devant l'ensemble du mouvement ouvrier confédéré.

Le Congrès de la Métallurgie

tenu le 22 et 23 janvier.

Au dernier Congrès, une opposition minoritaire encore sans doute, mais néanmoins précise et riche d'avenir, fit entendre sa voix. Il est aisé de comprendre combien tous les travailleurs ont intérêt à prêter l'oreille aux échos du Congrès d'une des plus grosses unions syndicales de France. Trente mille ouvriers étaient en effet représentés par 553 délégués.

Les travailleurs connaissent bien les arguments des staliniens. Pour eux la classe ouvrière doit faire confiance en la légalité du Front populaire. « Le patronat attaque ? Restons calmes, nos ministres arrangeront cela ». Et les ouvriers, de plus en plus nombreux s'aperçoivent qu'en fait eux seuls sont arrangés et bien

Dans diverses usines de la région vonnaise une effervescence se manifestait contre la politique de la direction. Bientôt une section syndicale le Pierre-Bénite, la section Allheilig votait la motion que nous insérons i-joint à l'unanimité. D'autres secions la votèrent dans l'intervalle du congrès, manifestant ainsi à la fois leur désapprobation à l'égard du rapport moral et leur volonté de voir la C.G.T. adopter une politique révolutionnaire diamétralement opposée à a politique d'hier.

Au Congrès, nombreux furent les délégués qui sans désapprouver formellement la direction manifestèrent néanmoins leur mécontentement et leur opinion selon lequel « les choses n'allaient pas si bien qu'on voumité Confédéral National qu'il décide lait le leur faire croire ». D'autres délégués, tels ceux de Visseaux, Teste, compteurs Garnier, Rochet-Schneider, etc..., exprimèrent leur opposi-tion irréductible au rapport moral de ces prescriptions, les militants de et à la direction. L'atmosphère peu à peu s'échauffait, surtout lorsque resteront des militants ouvriers disci- Croizat préalablement vivement attaqué pour son attitude au Parlement, répondit par les litanies habituelles sur les diviseurs et les provocateurs, agents de Hitler et de Mussolini.

Le camarade Boulègne, délégué d'Allheilig, connu pourtant par tous les On comprend après cela l'attitude syndiqués comme un trotskyste avoué put cependant s'exprimer dans le cal-

Le Congrès de l'Union lyonnaise me en dressant lui-même calmement des Syndicats de la Métallurgie s'est mais nettement au nom de l'opposition le réquisitoire de la politique de la direction. Il fut même applaudi par une très forte fraction du congrès lorsqu'il développa l'action d'ensemble préconisée dans la motion contre l'offensive patronale.

> Il nous faut noter également l'at titude prise par le responsable Mas soubre, le « gauche » de la Fédéra tion, et par laquelle il vient de sc dévoiler complètement. Ce personnage, couverture gauche de Chambon et de Dumas, se démasque peu à peu au fur et à mesure qu'il s'élève dans les échelons de la hiérarchie bureau-cratique. La « Voix du Peuple », organe de la région lyonnaise du P.C. après quelques appréciations conçues à sa manière à l'égard de la mino-rité, écrit d'ailleurs : « L'appel de Massoubre aurait pu être prononcé par n'importe leque de nos amis ». Les attaques contre les délégués oppositionnels étaient en effet calquées sur les allusions voilées et perfides des staliniens.

Enfin le vote arriva et la direction allait faire montre d'un nouveau talent, celui de prestidigitateurs escamoteurs de congrès. Tous les bureaucrates peuvent en prendre de la

Chambon vint annoncer au milieu de la stupeur générale que le rapport moral serait voté à mains levées. Devant les protestations il déclara qu'il fallait d'abord que ce principe soit adopté. Alors que la plupart des délégués s'interrogeaient pour savoir ce qu'ils votaient exacement Chambon demanda de lever es mains et déclara : « Le rapport moral est adopté ». Un certain nomore de délégués quittèrent la salle du Congrès, écœurés par cette méthode

Aussitôt la situation était jugée onne pour procéder au vote des réolutions, et cela bien que vu l'heue tardive le dépouillement n'était possible que le lendemain matin!

Il nous faut ajouter également que es anarchistes ne contribuèrent guère à souder les rangs de l'opposition en prenant au dernier moment une attitude indépendante. Le résultat de l'action de ces camarades fut, en accroissant encore la confusion faire le jeu de la manœuvre stali-

Le résultat du vote s'établit ainsi: 366 délégués représentant 19.500 syndiqués ont approuvé la motion Chambon-Massoubre. Trente-trois délégués représentant 2.400 syndiqués ont voté pour les thèses de l'opposition. Enin 15 délégués représentant 1.100 syndiqués se sont abstenus.

Mais il nous faut faire remarquer e fait extrêmement important qu'enriron 140 délégués représentant 7.000 ravailleurs ont refusé de prendre part au vote. C'est donc en définitive les représentants de 10.500 travailleurs environ, c'est-à-dire plus de n tiers de l'effectif syndical, qui ont refusé d'approuver formellement la politique voulue par la direction.

Le vote des délégués à la commision exécutive fut également un modèle du genre. La direction avait imaginé un système de désignation plein de qualités démocratiques : les comités de secteurs avaient établis une liste de « candidats officiels ». drâce à cette méthode l'opposition, nalgré ses efforts, ne put obtenir aucun représentant. C'est la manière dont les Chambon et autres comprennent l'unité syndicale.

Malgré les manœuvres bureaucraiques et les étouffoirs savants, les onzes n'empêcheront pas cette réaité brutale : avec courage et loyauté, une minorité active des mé-tallos lyonnais relève le drapeau de a révolution. Bientôt les masses en nouvement se tourneront vers la nouvelle direction révolutionnaire en formation.

Le P.O.I., par une série de réunions d'usines s'efforcera de poser les bases de l'organisation de cette direction. Les militants d'avant-garde de l'opposition doivent dès maintenant comprendre que sans un parti centralisant les luttes, toute action, même courageuse et sincère, risque de rester sans lendemain et de laisser passer les événements. Le P.O.I. aura été le promoteur et l'animateur de ce réveil. En aidant à son déveeppement, les métallos feront en sore que ce réveil loin d'être éphémère soit au contraire un des signes annonciateurs de la révolution qui

b) Membres : deux Conseillers d'Etat, deux magistrats, deux fonctionnaires, deux représentants patronaux, deux représentants ouvriers (sur onze !). A elle seule sa composition suffit

pour que les exploités comprennent qu'ils n'ont rien à attendre de bon d'un tel Conseil, juridiction suprême de l'arbitrage.

tale et définitive de la loi anti-ouvrière d'arbitrage obligatoire.

Comment le droit de grève ces conditions? est, en fait, supprimé?

Nous avons déjà écrit dans La Lutte Ouvrière, dans nos journaux d'entreprises, quel est le but essentiel poursuivi par ceux qui préconisent un « Statut démocratique de la grève ». Il s'agit de supprimer les occupations d'entreprises, considérées illégales par la législation bourgeoise parce qu'attentatoires au droit sacré de propriété capitaliste. Mieux ce statut a aussi comme conséquence, s'il était appliqué, d'isoler les conflits, de s'opposer à leur élargissement, en

au grand avantage du patronat. Encore mieux, ce projet de loi contient un paragraphe qui spécifie que « si le fonctionnement des établissements, de l'établissement ou d'une partie de l'établissement où s'est produite la grève, est indispensable à la subsistance ou à la sécurité de la population, soit à la vie des autres entreprises, le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement du service indispensable en accord avec les employeurs et les travailleurs intéressés ou, à défaut, par intervention direc-

lation ou à la vie des autres entre-

Le « statut démocratique » de la grève c'est non seulement l'étouffe- lisation au patronat. ment des luttes grévistes mais aussi la suppression du droit de grève.

caux se rendent parfaitement compte tations parlementaires « gauches » ces des lois social-bourgeoises.

L'échelle mobile des salaires et le confrôle ouvrier

Travail au Parlement a été saisie, à retardement des salaires, n'est qu'une propos de la discussion sur le projet des manifestations de l'incapacité du de loi visant les conventions collec- régime capitaliste à satisfaire le bientives, d'une proposition du député être des masses travailleuses. Que ce « communiste » Croizat instituant l'é- régime ne peut plus actuellement II ressort de l'expérience de ces chelle mobile ou une « prime de vie supporter, s'il veut prolonger sa vie. derniers mois, au regard de celle de chère mobile ». Proposition repous- des réformes sociales nouvelles puis- juin 1936, qu'il n'y a pas d'autre La lutte pour la révolution socia-sée même par les députés « socia- que son fonctionnement depuis vingt issue pour la classe ouvrière que liste reste toujours la seule voie de

Statut du Travail (Suite de la 1re page)

amendement qui prévoit l'échelle mo- ouvrière de l'appareil de l'Etat capi-

miques mauvaises de l'entreprise) ne térêts patronaux bourgeois. pourra être admise qu'après une vérification rigoureuse et contrôlée de la situation générale de l'entreprise, de son carnet de commandes, de ses livres et pièces comptables, des bénéfices réalisés au cours des dix dernières années, ainsi que des perspectives à venir. »

Mais qui devra contrôler ?

somme de briser les luttes ouvrières l'augmentation sera représenté dans avec succès à leur embauche, la Commission chargée du contrôle » ajoute l'amendement Croizat.

En réalité ici se pose le problème du contrôle ouvrier sur la production Mais aucun travailleur ne se fait d'illusion : jamais une telle mesure ne sera accordée par le Parlement bourgeois. Croizat a posé, sous la forme d'une collaboration dans redeviendrait-il communiste?

rer la classe ouvrière sur le pro-blème du contrôle ouvrier, de l'appeler à l'organsiation de l'action de ces deux peines ». d'ensemble pour en imposer la réa-

des chefs de la C.G.T., briser. En conserver le plus longtemps possible

tel conflit « spontané » aux exigen- res doivent exiger des actes sur la geoise, en disposeront à leur gré. base des déclarations parlementaires de Croizat et organiser eux-mêmes la

Ils comprendront de cette façon que le problème posé par cette espèce de « course de vitesse » entre la hausse incessante du coût de la vie Le 9 février, la Commission du et les augmentations successives à

avec les conditions économiques de

Enfin, les travailleurs comprendront l'entreprise ». Mais qui doit juger de que la politique qui consiste à aider à-dire vers la solution fasciste. et à participer au renforcement des levrier un moyens de répression contre la classe 1938 qui écrit : taliste est une politique de trahison « La preuve (des conditions écono- de leurs intérêts au bénéfice des in-

Répression bourgeoise accrue confre les travailleurs exploités

1) Toute action ouvrière qui, comme au lendemain des assassinats de Clichy, conduiera à vider des fascis-« Le syndicat ouvrier qui réclame tes d'une entreprise ou à s'opposer serait les militants responsables à peine de seize jours à un mois de causes de nouveaux conflits grévistes prison. (L'amendement « communis- s'accumulent. te », publié dans La Vie Ouvrière du 3-2-38, page 14, n'écarte aucunement ce danger).

te, le projet de loi ajoute « ou l'une gembre).

3º Dorénavant un délégué « qui aura excédé les limites de son man- bourgeoisie, a ses possibilités politi-Nous avons déjà connu, à propos dat » (pas le mandat des ouvriers ques de répression anti-ouvrières mide la dévaluation et de l'augmenta- mais celui accordé par la loi bour- ses en doute par les patrons parce Cependant, MM. les ministres radi- tion des fonctionnaires, des manifes- geoise!) pourra, « sur requête du qu'il est encore obligé, pour conserchef d'établissement » et « sans préque malgré cette loi les grèves ris- de la part des députés staliniens. liminaires de conciliation », être déquent encore de surgir grâce à la Mais, en définitive, ils ont voté ou chu de sa qualité de délégué, soit combattivité ouvrière qu'ils n'ont pu laissé voter ce qu'ils désapprouvaient pour un an, soit pour trois ans, des « opportunités politiques ». jusqu'à ce jour, même avec l'aide dans leurs paroles prononcées pour par un jugement du Conseil de Prud'homme ou, à défaut, par le juge effet le projet de loi prévoit une la confiance que place encore en eux de Paix. En somme les ouvriers au-clause pour ce cas, évidemment en la majorité de la classe ouvrière. ront le droit d'élire des délégués et ront le droit d'élire des délégués et vue de soumettre coûte que coûte un Mais les travailleurs révolutionnai- les patrons, à l'aide de la loi bour- Cette politique constitue encore un

Vive la Luffe de Classe

Qu'en définitive ces projets de loi soient votés au Parlement amendés ou non, il n'en reste pas moins vrai que la politique du Front Populaire conduit à préconiser un tel statut est une politique de faillite facilitant les desseins de la bourgeoisie.

listes ». Jules Moch a alors adopté mois a exigé l'absorption progressive l'organisation de ses luttes, leur élar- la victoire ouvrière.

gissement, leur développement offensif pour poser en définitive le problème du renversement du régime capitaliste. D'ailleurs la politique patronale la

plus clairvoyante — voyez le dis-cours de Flandin à Teste — qui ne s'oppose pas au principe de la collaboration des classes, base du « statut moderne du travail, s'oriente, sur Une seule solution : abrogation to- un texte qui prévoit l'échelle mobile de celles arrachées par la force en cette même base, vers un renforce-de et définitive de la loi anti-ou- « dans toute la mesure compatible juin 1936. ment du pouvoir d'Etat et l'organisation corporative des masses, c'est-N'est-ce pas l'Usine du 29 janvier

« Tous les remaniements de la législation du Travail, même en admettant qu'ils atteignent le but désiré et particulièrement souhaitable, n'apportent aucune solution à notre problème économique qui reste entier, si ce n'est plus grave. » En effet la crise économique du ca-

pitalisme pourrissant, s'approfondit internationalement et plus particulièrement en France où le nombre des chômeurs inscrits est passé de 380.938 le 8 janvier à 406.050 le 5 février 1938.

Le coût de la vie augmente sans récoletr une mande de 200 à 1.000 cesse. Les licenciements se multifrancs et, en cas de récidive, une plient en quantité en ce moment. Les

Et : « Lorsque le gouvernement envisage la rédaction d'un code du travail, il ne faut donc pas qu'il 2º Après un vote secret, patronné s'étonne du manque d'enthousiasme une Commission non-définie, le pro- par le Juge de Paix, s'il vous plaît, du patronat, soucieux autant que lui blème du contrôle ouvrier et de l'a- qui donnera la majorité aux adver- de la paix sociale, mais sceptique sur bolition du secret commercial. De- saires d'une grève, les militants ou- les conséquences d'un nouvel effort viendrait-il « trotskyste », c'est-à-dire vriers qui « entraveront ou tente- qui restera vain tant que les pouront d'entraver la liberté du tra-voirs publics reculeront devant leurs Non, ne craignez rien, Croizat ma- vail » seront particulièrement soi- responsabilités et répugneront à faire Quelle est l'entreprise qui ne sera nœuvre parlementairement, sans ma- gnés : Six jours à trois ans de pri- respecter les textes établis. » (Expas considérée indispensable à la sub- nifester la moindre intention d'éclai- son et une amende de 16 francs à trait d'une conférence faite au nom sistance ou à la sécurité de la popu- rer la classe ouvrière sur le pro- 3.000 francs. Ironiquement sans dou- de la C.G.P.F. par un nommé Gin-

Ainsi, Chautemps lui-même, qui offre déjà de grandes garanties à la ver tant bien que mal (plutôt mal que bien) les bases électorales du Parti radical, de trop tenir compte

Cependant, la préparation à la guerre se poursuit activement et là l'accord est unanime au Parlement: des fascistes aux « communistes ». des moyens qu'a la bourgeoisie fran-çaise, grâce à l'aide des dirigeants du Front Populaire, de faire subir une grande défaite à la classe ouvrière en l'entraînant dans la participation active, sous la direction de son Etat-Major, à la guerre impérialiste. Et le « Statut moderne du Travail » serait un moyen sérieux aux capitulations successives qui a dans la préparation de cette défaite en enchaînant, dès maintenant, le prolétariat.

La lutte pour la révolution socia-

N. D. L. R.

Le manque de place nous oblige de alsser au marbre un COMPTE REN-DU DU CONSEIL NATIONAL DE LA FEDERATION POSTALE de même qu'un compte rendu de la GREVE DES TRANSPORTS. Ils passeront au prochain numéro.

Nous nous en excusons auprès de nos correspondants.

**

ENQUETE SUR LA MARINE

Nous avons cru devoir suspendre l'Enquête sur la Marine, nos camarades des J.S.R. désirant, eux aussi, s'adresser aux « cols bleus », poursui-vront cette publication dans leur organe « Révolution ».

BEAUCOUP DE BRUIT AUTOUR DE KRONSTADT

Un «front populaire» d'accusateurs

La campagne autour de Kronstadt se mène dans certains, milieux avec une énergie qui ne se relâche pas. On pourrait croire que la rébellion de Kronstadt ne s'est pas produite il y a dix-sept ans, mais hier seulement. Anarchistes, mencheviks russes, social-démocrates de gauche du Bureau de Londres, confusionnistes individuels, le journal de Milioukov et, à l'occasion, la grande presse capitaliste participent à cette campagne avec un zèle égal et avec les mêmes cris de ralliement. En son genre, c'est une sorte de « front populaire » ! Hier seulement, j'ai rencontré par hasard dans un hebdomadaire mexicain, de tendance réactionnaire catholique et en même temps « démocratique » les lignes suivantes : « Trotsky ordonna l'exécution d'un millier et demi (?) de marins de Kronstadt, ces purs d'entre les purs. Sa politique au pouvoir ne se distingua en rien de la politique actuelle de Staline ». C'est le même argument, comme on le sait, que présentent les anarchistes les plus gauches Quand pour la première fois, je répondis brièvement dans la presse aux questions de Wendelin Thomas, membre de la Commission d'investigation de New-York, le pournal des mencheviks russes vint immédiatement à la défense des mutins de Kronstadt et de... Wendelin Thomas. Le journal de Milioukov intervint dans le même sens. Les anarchistes m'assaillirent avec une énergie encore plus grande. Toutes ces autorités reconnaissaient que ma réponse à Thomas était absolument déficiente. Cette unanimité est d'autant plus remarquable que les anarchistes défendent, en la personne des mutins de Kronstadt, le communisme anti-étatique véritable ; à l'époque de l'insurrection de Kronstadt les mencheviks étaient des partisans déclarés de la restauration du capitalisme, et actuellement encore Milioukov est pour le capitalisme. Comment le soulèvement de Kronstadt peutil à la fois toucher de si près le cœur des anarchistes, des mencheviks et des contre-révolutionnaires libéraux ? La réponse est simple : tous ces groupes ont intérêt à discréditer la seule tendance véritablement révolutionnaire qui n'ait jamais renié son drapeau, qui ne soit jamais compromise avec l'ennemi et qui seule représente l'avenir. C'est pourquoi il y a parmi les accusateurs at-tardés de mon « crime » de Kronstadt tant d'anciens révolutionnaires ou d'anciens semi révolutionnaires, de gens qui trouvent nécessaire de détourner l'attention des abjections de la deuxième Internationale ou de la trahison des anarchistes espagnols. Les stalinistes ne peuvent pas encore se joindre ouvertement à la campagne autour de Kronstadt, mais assurément, ils se frottent les mains avec satisfaction. C'est autant de coups dirigés contre le « trotskisme », contre le marxisme révolutionnaire, contre la Quatrième Internationale

Pourquoi au juste cette confrérie bigarrée s'accrochet-ele précisément à Kronstadt ? Durant les années de la révolution, nous avons eu pas mal de conflits avec les cosaques, avec les paysans, même avec certains groupes d'ouvriers (des ouvriers ouraliens organisèrent un corps de volontaires dans l'armée de Koltchak!). La base de ces conflits était constituée surtout par l'antagonisme entre les ouvriers en tant que consommateurs et les

paysans en tant que producteurs et vendeurs du pain. Sous l'influence du besoin et des privations, les ouvriers euxmêmes se scindaient épisodiquement en camps hostiles, selon une plus ou moins grande liaison avec le village. L'Armée rouge elle même se trouvait sous l'influence du village. Dans les années de la guerre civile, il fallut plus d'une fois désarmer des régiments mécontents. L'introduction de la « nouvelle politique économique » (N. E. P.) adoucit les frictions, mais fut loin de les faire disparaître complètement. Au contraire, elle prépara la réapparition des koulaks et conduisit, au début de cette décade, à la renaissance de la guerre civile au village. Le soulèvement de Kronstadt ne fut qu'un épisode dans l'histoire des relations entre la ville prolétarienne et le village petit-bourgeois ; on ne peut comprendre cet épisode qu'en le prenant en liaison avec la marche générale du développement de la lutte des classes au cours de la révolution.

Dans la longue liste des autres mouvements et soulèvements petits bourgeois, Kronstadt ne se distingue que par un aspect sensationnel. Il s'agissait d'une forteresse maritime, sous Pétrograd même. Durant le soulèvement des proclamations furent lancées, la radio fut en action. Les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes qui s'étaient hâtés d'arriver de Pétrograd enrichirent le soulèvement de phrases et de gestes « nobles ». Tout ce travail laissa des traces sur le papier. A l'aide de ce matériel « documentaire », c'est-à-dire de fausses étiquettes, il n'est pas difficile de construire une légende autour de Kronstadt, d'autant plus exaltée qu'en 1917 le nom de Kronstadt fut entouré d'une auréole révolutionnaire. Ce n'est pas pour rien que la revue mexicaine déjà citée appelle ironiquement les marins de Kronstadt les « purs d'entre les purs ».

La spéculation sur la renommée révolutionnaire de Kronstadt est un des principaux traits de cette campagne véritablement charlatanesque. Anarchistes, mencheviks, libéraux tentent de présenter la chose comme si au commencement de 1921 les bolcheviks avaient retourné les armes contre ces mêmes marins de Kronstadt qui avaient assuré la victoire de l'insurrection d'octobre. C'est ici le point de départ de tout le reste du mensonge. Qui veut mesurer la profondeur de ce mensonge doit lire avant tout l'article du camarade J.G. Wright dans « The New Internanional ». Ma tâche est différente : je veux caractériser la physionomie du soulèvement de Kronstadt d'un point de vue plus général.

Les groupements sociaux et politiques à Kronstadt

La révolution est directement « faite » par une minorité. Cependant le succès de la révolution n'est possible que si cette minorité trouve un appui plus ou moins grand ou au-moins une neutralité amicale de la part de la majorité. La succession des divers stades de la révolution, de même que le passage de la révolution à la contre-révolution, est directement déterminée par les relations politiques changeantes entre minorité et majorité, entre avant-garde et classe.

Parmi les marins de Kronstadt, il y avait trois couches politiques : les révolutionnaires prolétariens, certains avec un sérieux passé de luttes et une trempe révolutionnaire ; la majorité intermédiaire, surtout d'origine paysanne, et enfin, une conche de réactionnaires, fils de koulaks, de boutiquiers et de popes. Au temps du tzar l'ordre sur les bâtiments de guerre et dans la forteresse ne pouvait être maintenu que dans la mesure où le corps des officiers, par l'intermédiaire de la partie réactionnaire des sous-officiers et des matelots, exerçait son influence ou sa terreur sur la large couche intermédiaire et tenait ainsi isolés les révolutionnaires, qui étaient surtout les mécaniciens, les artilleurs, les électriciens, c'est-à-dire avant tout des ouvriers de la ville.

L'histoire de l'insurrection sur le cuirassé « Potiom-

kine » en 1905 a entièrement pour base les relations réciproques entre ces trois couches, c'est-à-dire la lutte des couches extrêmes, prolétarienne et petite-bourgeoise réactionnaire, pour exercer l'influence dominante sur la couche paysanne intermédiaire, la plus nombreuse. Celui qui n'a pas compris ce problème, qui fut l'axe du mouvement révolutionnaire dans la flotte, ferait mieux de se taire sur les problèmes de la révolution russe en général. Car elle fut tout entière, et pour une part considérable elle est encore aujourd'hui, une lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie pour exercer l'influnce dominante sur la classe paysanne. Le bourgeoisie s'est pré-

rable elle est encore aujourd'hui, une lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie pour exercer l'influnce dominante sur la classe paysanne. La bourgeoisie s'est présentée durant la période soviétique surtout dans la personne des koulaks, c'est-à-dire des sommets de la petite bourgeoisie, de l'intelligentzia « socialiste » et maintenant sous la forme de la bureaucratie « communiste ». Telle est la mécanique fondamentale de la révolution à toutes ses étapes. Dans la flotte cette mécanique prit une ex-

pression plus concentrée et par là plus dramatique.

par L. TROTSKY

La composition politique du soviet de Kronstadt reflétait la composition sociale de la garnison et des équipages. Dès l'été 1917 la direction du soviet appartenait au parti bolcheviste. Il s'apuyait sur la meilleure partie des marins et comprenait de nombreux révolutionnaires passés par l'illégalité, sortis des travaux forcés. Mais les bolcheviks constituaient, si je me souviens bien, même durant les journées de l'insurrection d'octobre, moins de la moitié du soviet. Plus de la moitié était constituée par les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes. Les mencheviks n'existaient pas du tout à Kronstadt. Le parti mencheviste haïssait Kronstadt. Les socialistes révolutionnaires officiels, d'ailleurs, n'avaient pas une meilleure attitude envers lui. Les socialistes-révolutionnaires de Kronstadt étaient rapidement passés à l'opposition envers Kérenski et constituaient un des détachements de choc de ceux qu'on appelait les socialistes-révolutionnaires «de gauche ». Ils s'appuyaient sur la partie paysanne de la flotte et sur la garnison de terre. Quant aux anarchistes, ils représentaient le groupe le plus bigarré. Il y avait parmi eux de véritables révolutionnaires, dans le genre de Jouk ou de Jelezniakov ; mais c'étaient des individus isolés, étroitement liés aux bolcheviks. La majorité des « anarchistes » de Kronstadt représentait la masse petitebourgeoise de la ville et par son niveau révolutionnaire se trouvait au-dessous des socialistes-révolutionnaires de gauche. Le président du soviet était un sans-parti, sympathisant anarchiste », mais au fond un petit fonctionnaire tout à fait paisible, qui avait été auparavant plein de déférence pour les autorités tzaristes, et l'était maintenant pour la révolution. L'absence complète de mencheviks (le caractère « gauche » des socialistesrévolutionnaires et la teinte anarchiste de la petite bourgeoisie s'expliquent par l'acuité de la lutte révolutionnaire dans la flotte et l'influence dominante de la partie prolétarienne des marins.

Les modifications durant les années de la guerre civile

Cette caractéristique sociale et politique de Kronstadt, qu'on pourrait, si l'on voulait, corroborer et illustrer par de nombreux faits et documents, permet déjà d'entrevoir les modifications qui se sont produites à Kronstadt durantles années de la guerre civile et dont le résultat fut de changer sa physionomie jusqu'à la rendre méconnaissable. C'est précisément sur ce très important côté de la question que les accusateurs attardés ne disent pas un mot, en partie par ignorance, en partie par mauvaise foi.

Oui, Kronstdt écrivit une page héroïque dans l'histoire de la révolution. Mais la guerre civile commença par dépeupler systématiquement Kronstadt et toute la flotte de la Baltique, déjà, dans les journées de l'insurrection d'octobre, des détachements de marins de Kronstadt furent envoyés à l'aide de Moscou. De nouveaux détachements furent encsuite dirigés sur le Don, en Ukraine, pour la réquisition du pain, pour l'organisation du pouvoir local. Les premiers temps, il sembla que Kronstadt était inépuisable. Il m'arriva d'envoyer de différents fronts des dizaines de télégrammes réclamant la mobi-lisation de nouveaux détachements « sûrs », formés d'ouvriers de Pétrograd et de marins de la Baltique. Mais dès la fin de 1918 et, en tout cas, pas plus tard que 1919, les fronts commencèrent à se plaindre que les nouvelles fournées de marins de Kronstadt étaient mauvaises exigeantes, indisciplinées, peu sûres dans le combat, en somme plus nuisibles qu'utiles. Après la liquidation de Youdénitch, (hiver 1919) la flotte de la Baltique et Kronstadt étaient complètement tombés dans la prostration. Tout ce qui avait quelque valeur en avait été extrait et jeté dans le Sud, contre Dénikine. Si les marins de Kronstadt de 1917-1918 s'étaient trouvés considérablement au-dessus du niveau de l'Armée rouge et avaient constitué l'armature de ses premiers détachements, de même que l'armature du régime soviétique dans de nombreux gouvernements, les marins qui étaient restèrent dans le Kronstadt « en paix » jusqu'au commencement de 1921, sans trouver d'emploi sur aucun des fronts de la guerre civile, étaient en règle générale considérablement audessous du niveau moyen de l'Armée rouge et renfermaient un grand pourcentage d'éléments complètement démoralisés, qui portaient d'élégants pantalons bouffants et se coiffaient à la façon des souteneurs.

La démoralisation, au milieu de la famine et de la spéculation, avait en général terriblement augmenté vers la fin de la guerre civile. Ce qu'on appelait le « méchotchnitchectvo » - petit trafic de spéculation - avait pris le caractère d'un mal social qui menaçait d'étrangler la révolution. Précisément à Kronstadt, garnison qui ne faisait rien et vivait sur le passé, la démoralisation avait atteint des proportions extrêmement importantes. Quand la situation devint particulièrement difficile dans Pétrograd affamé, on examina plus d'une fois au Bureau politique la question de savoir s'il ne fallait pas faire un emprunt intérieur » à Kronstadt, où il restait encore d'anciennes réserves de denrées de toutes sortes. Mais les délégués des ouvriers de Pétrograd répondaient : « Ils ne nous donneront rien de bon gré. Ils spéculent avec le drap , le charbon, le pain. A Kronstadt maintenant, toute la racaille a relevé la tête ». Telle était la situation réelle,

sans les doucereuses idéalisations faites après coup. Il faut encore ajouter que dans la flotte de la Baltique s'étaient casés comme « volontaires » ceux des marins lettons et estoniens qui craignaient de partir sur le front et s'apprêtaient à rentrer dans leurs nouvelles patries bourgeoises : la Lettonie et l'Esthonie. Ces éléments étaient radicalement hostiles au pouvoir soviétique et manifestèrent bien cette hostilité durant les journées de l'insurrection de Kronstadt. Et en même temps, des milliers et des milliers d'ouvriers lettons, surtout d'anciens manœuvres, firent preuve d'un héroïsme sans exemple sur tous les fronts de la guerre civile... On ne peut pas mettre dans un même sac ni tous les Lettons, ni tous ceux de Kronstadt. Il faut savoir faire les différences sociales et politiques.

Les causes sociales du soulèvement

La tâche d'une investigation sérieuse est de déterminer sur la base de données objectives la nature sociale et politique de la rébellion de Kronstadt et la place qu'elle occupe dans le développement de la révolution. Sans cela, la « critique » se réduit à des lamentations sentimentales du genre pacifiste, à la manière d'Alexander Berkman, d'Emma Goldman et de leurs récents imitateurs. Ces messieurs n'ont pas la moindre notion des critères et des méthodes d'une investigation scientifique. Ils citent les appels des insurgés, comme des dévôts prédicateurs citent la Sainte Ecriture. Ils se plaignent d'ailleurs que je ne tiens pas compte des « documents », c'est-à-dire de l'Evangile selon Makhno et autres apôtres. « Tenir compte » des documents ne signifie pas les croire sur parole. Marx disait déjà qu'on ne pouvait pas juger les partis ni les individus sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes. Le caractère d'un parti est déterminé beaucoup plus par composition sociale, son passé, ses relations avec les différentes classes et couches sociales que par ses déclarations verbales et écrites, surtout faites au moment critique de la guerre civile. Si nous nous mettions, par exemple, à accepter pour argent comptant les innombrables proclamations de Négrin, Companys, Garcia Oliver et Compagnie, nous devrions reconnaître que ces messieurs sont les amis ardents du socialisme. Cependant, ils sont en fait ses perfides ennemis.

En 1917-1918 les ouvriers révolutionnaires entraînèrent derrière eux la masse paysanne non seulement dans la flotte, mais aussi dans tout le pays. Les paysans s'emparèrent de la terre et la partagèrent, le plus souvent sous la direction des matelots et des soldats qui rentraient dans leur village. Les réquisitions de pain ne fai-saient que commencer et se limitaient d'ailleurs presque complètement aux hobereaux et aux koulaks. Les paysans s'adaptèrent aux réquisitions comme à un mal temporaire. Mais la guerre civile dura trois ans. La ville ne donnait presque rien au village et lui prenait presque tout, surtout pour les besoins de la guerre. Les paysans avaient approuvé les « bolcheviks », mais ils devenaient de plus en plus hostiles aux « comunistes ». Si dans la période précédente les ouvriers avaient mené les paysans en avant, les paysans tiraient maintenant les ouvriers en arrière. C'est seulement par suite d'un tel changement d'état d'esprit que les blancs réussirent à attirer partiellement à eux des paysans et même des semi-ouvriers - semi-paysans ouraliens. C'est de ce même état d'esprit c'est-à-dire d'hostilité envers la ville, que se nourrit le mouvement de Makhno qui arrêtait et pillait les trains destinés aux fabriques, aux usines, et à l'Armée rouge, détruisait les voies ferrées, exterminait les communistes, etc. Bien entendu, Makhno appelait cela la lutte anarchiste contre l' « Etat ». En fait, c'était la lutte du petit propriétaire exaspéré contre la dictature prolétarienne. Un mouvement analogue se produisit dans un certain nombre d'autres gouvernements, surtout dans celui de Tambovski, sous le drapeau des « socialistesrévolutionnaires ». Enfin, dans diverses parties du pays agissaient des détachements paysans appelés « verts » qui ne voulaient reconnaître ni les rouges ni les blancs et se tenaient à l'écart des partis de la ville. Les « verts » se mesuraient parfois avec les blancs et reçurent d'eux de cruelles leçons; mais, assurément, ils ne rencontraient pas de pitié de la part des rouges non plus. De même que la petite bourgeoisie est broyée entre les meules du grand capital et du prolétariat, les détachements de partisans paysans étaient réduits en poudre entre l'armée rouge et l'armée blanche.

Seul un homme à l'esprit complètement creux peut voir dans les bandes de Makhno ou dans l'insurrection de Kronstadt une lutte entre les principes abstraits de l'anarchisme et le socialisme d'Etat. En fait, ces mouvements étaient des convulsions de la petite bourgeoisie paysanne, qui assurément voulait s'affranchir du capital, mais en même temps n'était nullement d'accord de se soumettre à la dictature du prolétariat. Elle-même ne savait pas concrètement ce qu'elle voulait et, par sa situation, ne pouvait pas le savoir. C'est pourquoi elle couvrait si facilement la confusion de ses revendications et de ses espoirs tantôt du drapeau anarchiste, tantôt du drapeau populiste, tantôt d'un drapeau simplement « vert ». S'opposant au prolétariat, elle tentait, sous tous ces drapeaux, de faire tourner en arrière la conce de le révelution.

Le caractère contre-révolutionnaire de la rebellion de Krenstadt

Entre les diverses couches sociales et politiques de Kronstadt il n'y avait évidemment, pas de cloisons étanches. Pour prendre soin des machines, il était resté à Kronstadt un certain nombre d'ouvriers et de techniciens qualifiés. Mais leur sélection s'était faite par élimination, et c'étaient les moins sûrs politiquement et les moins propres à la guerre civile qui étaient restés. De ces éléments sortirent par la suite plusieurs « chefs » du souevement. Cependant, ce fait absolument naturel et iné vitable, que certains accusateurs indiquent avec triomphe ae change en rien la physionomie anti-prolétarienne de a rébellion. Si on ne se laisse pas tromper par des mots d'ordre pompeux, des fausses étiquettes, etc., le soulèvement de Kronstadt n'apparaît que comme une céaction armée de la petite bourgeoisie contre les difficultés de la révolution socialiste et la rigueur de la dictature prolétarienne. C'est précisément ce que signifiait ie mot d'ordre de Konstadt : « Les soviets sans communistes », dont s'emparèrent immédiatement non seulement les socialistes-révolutionnaires, mais aussi les libécaux bourgeois. En tant que le représentant le plus perspicace du capital, le professeur Milioukov comprenait qu'affranchir les soviets de la direction des communistes, c'était tuer à bref délai les soviets. Cela est confirmé par l'expérience des soviets russes dans la période du règne des mencheviks et des socialistes-révoultionnaires et encore plus clairement par l'expérience des soviets alle mands et autrichiens sous le règne de la social-démocratie. Les soviets dominés par les socialistes révolutionnaires et les anarchistes pouvaient seulement servir de degrés pour passer de la dictature prolétarienne à la restauration capitaliste. Ils n'auraient pu jouer aucun autre rôle, quelles qu'aient été les « idées » de leurs participants. Le soulèvement de Kronstadt avait ainsi un caractère contre-révolutionnaire.

Du point de vue des classes, qui - sans offenser messieurs les éclectiques - reste le critère fondamental non seulement pour la politique, mais aussi pour l'histoire, il est extrêmement important de comparer la conduite de Kronstadt à celle de Pétrograd dans ces journées critiques. De Pétrograd aussi on avait extrait toute la couche dirigeante des ouvriers. Dans la capitale abandonnée régnaient la famine et le froid, avec une cruanté peutêtre encore bien plus grande qu'à Moscou. Période héroïque et tragique ! Tout le monde était affamé et irrité. Tout le monde était mécontent. Il y avait dans les usines une sourde fermentation. Dans les coulisses des organisateurs venus des socialistes-révolutionnaires et des officiers blancs tentaient de lier le soulèvement militaire à un mouvement d'ouvriers mécontents. Le journal de Kronstadt parlait de barricades à Pétrograd, de milliers de tués. La presse du monde entier annonçait la même chose. Mais en fait, il s'est produit quelque chose de directement opposé. Le soulèvement de Kronstadt n'attira pas, mais repoussa les ouvriers de Pétrograd. La démarcation se fit selon la ligne des classes. Les ouvriers sentirent immédiatement que les rebelles de Kronstadt se trouvaient de l'autre côté de l a barricade, -- et soutinrent le pouvoir soviétique. L'isolement politique de Kronstadt fut la cause de son manque d'assurance interne et de sa défaite militaire.

La N.E.P. et l'insurrection de Kronstadt

Victor Serge qui, semble ti-l, tente de créer quelque synthèse de l'« anarchisme», du P.O.U.M. et du marxisme, s'est bien malencontreusement mêlé à la discussion sur Kronstadt. A son avis, l'introduction de la N.E.P. une année plus tôt aurait pu éviter le soulèvement de Kronstadt. Admettons-le. Mais il est très facile de donner des conseils de ce genre après coup. Certes, comme

SECOURS INTERNATIONAL SOLIDARITE et LIBERTE

Gde FÊTE DE SECOURS et de SOLIDARITÉ Le 1er MARS, à 20 h 45

Salle SUSSET, 206, Quai de Valmy

"TONI" "RUSSIE 1917 - CH NE 1937"

Film de Jean Renoir "LES MOULOUDJI"

MARIANNE OSWALD

dans ses nouvelles créations

Demandez des cartes en écrivant au Centre : 17, Rue de Sambre et Meuse, PARIS. Entrée 6 frs

le mentionne Serge, j'avais proposé le passage à la N.E.P. dès le début de 1920. Mais je n'étais nullement convaincu du succès par avance. Ce n'était pas pour moi un secret que le remède pouvait se trouver plus dangereux que le mal lui-même. Quand je me heurtais à l'oppositinon de la fraction dirigeante du parti, je ne fis pas ouvertement appel à la base, pour ne pas mobiliser la petite bourgeoisie contre les ouvriers. Il fallut l'expérience des douze mois qui suivirent pour convaincre le parti de la nécessité d'un cours nouveau. Mais il est remarquable que précisément les anarchistes de tous les pays accueillirent la N.E.P. comme une... trahison du communisme. Et maintenant les avocats des anarchistes nous accusent de ne pas avoir introduit la N.E.P. une année plus tôt.

Au cours de l'année 1921 Lénine reconnut publiquement plus d'une fois que l'obstination du parti à maintenir les méthodes du communisme de guerre était devenue une profonde erreur. Mais cela change-t-il quelque chose à l'affaire? Quelles qu'aient été les causes de l'insurrection de Kronstadt, proches ou lointaines, celleci signifiait au fond une menace mortelle pour la dictature du prolétariat. Est ce que la révolution prolétarienne, si même elle avait commis une erreur politique, devait pour se punir elle-même recourir au suicide?

Ou peut-être était-il suffisant de communiquer aux insurgés de Kronstadt les décrets sur la N.E.P. pour, par cela même, les apaiser ? Illusion ! Les insurgés n'avaient pas de programme conscient et par la nature même de la petite bourgeoisie ne pouvait en avoir. Eux-mêmes ne comprenaient pas clairement que leurs pères et leurs frères avaient avant tout besoin de la liberté du commerce. Ils étaient mécontents, révoltés, mais ne connaissaient pas d'issue. Les éléments les plus conscients, c'est à-dire les plus à droite, qui agissaient dans les coulisses, voulaient la restauration du régime bourgeois. Mais ils n'en parlaient pas à haute voix. Le flanc « gauche » voulait la liquidation de la discipline, les « soviets libres» et meilleure pitance. Le régime de la N.E.P. ne pouvait apaiser les paysans que graduellement, et à la suite des ayasans la partie mécontente de l'armée et de la flotte.

Mais pour cela, il fallait de l'expérience et du temps. Il n'y a que bêtise dans les divagations prétendant que le soulèvement n'était pas un soulèvement, que les ma-telots ne menaçaient rien, qu'ils s'étaient « seulement » emparés de la forteresse et des bâtiments de guerre, tc. Il s'ensuit que si les bolcheviks ont attaqué la forteresse en passant sur la glace, la poitrine découverte, c'est uniquement à cause de leur mauvais caractère, de leur tendance à provoquer artificiellement des conflits, de leur haine des marins de Kronstadt ou de la doctrine de l'anarchisme (à laquelle, soit dit en passant, absolument personne ne pensait dans ces journées-là). N'est-ce pas là un balbutiement puéril ? Se mouvant librement dans l'espace et dans le temps, des critiques dilettantes tentant (après 17 ans !) de nous suggérer l'idée que tout se serait terminé à la satisfaction générale, si la révolution avait alissé les marins insurgés à eux-mêmes. Mais le malheur est que la contre-révolution ne les aurait nullement laissés à eux-mêmes. La logique de la lutte donnait dans la forteresse l'avantage aux éléments les plus extrêmes, c'est-à-dire les plus contre-révolutionnaires. Le besoin d'approvisionnements aurait mis la forteresse dans une dépendance directe de la bourgeoisie étrangère et de ses agents, les émigrés blancs. Tous les préparatifs nécessalres pour cela se menaient déjà. Attendre passivement dans de pareilles conditions un heureux dénouement, c'était ce dont auraient été capables des gens du type des anarcho-syndicalistes espagnols ou des poumistes. Les bolcheviks, par bonheur, appartenaient à une autre école. Ils considérèrent que leur devoir était d'éteindre l'incendie dès le début même et, par conséquent, avec le moins

Les vinsurgés de Kronstadt » sans forteresse

Au fond, messieurs les critiques son t les adversaires de la dictature du prolétariat et par là même les adversaires de la révolution.

C'est là tout le secret. Certes, certains d'entre eux admettent en paroles les révolutions et dictatures. Mais çà n'en vaut guère mieux. Ils veulent une révolution qui ne mènerait pas à la dictature et une dictature qui s'exercerait sans contrainte. Bien entendu, ce serait une dictature fort agréable ; elle exige cependant certains détails : une évolution régulière et d'aileurs fort avancée es masses travailleuses. Mais dans co dictature ne serait plus nécessaire. Certains anrchistes, qui sont au fond des pédagogues libéraux, espèrent que dans 100 ou 1000 ans on aura atteint un développement si élevé dans la situation des travailleurs que la contrainte se trouvera inutile. Assurément, si le capitalisme était capable de laisser place à un tel développement, il serait inutile de le renverser. Il n'y aurait aucun besoin de révolution violente, ni la dictature qui est la conséquence inévitable de la victoire révolutionnaire. Cependant, le capitalisme actuel laisse peu de place aux illusions humanitaires et pacifistes.

La classe ouvrière, sans parler des masses semi-prolétariennes, est hétérogène, tant socialement que politiquement. La lutte des classes engendre la formation d'une avant-garde qui attire à elle les meilleurs éléments de la classe. La révolution est possible au moment ou l'avant-garde a réussi à attirer à elle la majorité du prolétariat. Mais cela ne signifie nullement que les contradictions internes parmi les travailleurs eux-mêmes disparaissent. Au moment de l'essor suprême de la révolution, elles s'adoucissent, certes, mais seulement pour se manifester ensuite, à la nouvelle étape, dans toute leur acuité. Telle est la marche de la révolution dans son ensemble. Telle fut sa marche à Kronstadt. Quand des raisonneurs en pantoufle veulent prescrire après coup à la révolution d'octobre un autre itinéraire, nous ne pouvons que leur demander respectueusement de nous indiquer quand leurs grands principes se sont trouvés confirmés en pratique, ne fût-ce que partiellement, ne fût-ce que dans leur tendance ? Où sont les signes qui permettent de compter sur le triomphe de ces principes à l'avenir? Assurément, nous n'attendons pas de réponse

La révolution a ses lois. Nous avons formulé depuis longtemps ces « leçons d'octobre », qui ont une importance non seulement russe, mais aussi internationale. Personne n'a tenté de proposer d'autres « lois ». La révolution espagnole confirme les « leçons d'octobre » par la méthode contraire. Mais les critiqjes sévères se taisent ou s'esquivent. Le gouvernement de « Front populaire » étrangle la révolution socialiste et fusille les révolutionnaires. Les anarchistes participent à ce gouvernement ou, quand on les en chasse, continuent à soutenir les bourreaux. Et leurs avocats et alliés étrangers s'occupent pendant ce temps de la défense de la... rébellion de Kronstadt contre les féroces bolcheviks. Ignoble comédie!

Les discussions d'aujourd'hui autour de Kronstadt sont traversées par le même axe de démarcation des classes que le soulèvement de Kronstadt lui-même, alors que la partie réactionnaire des matelots tentaient de renverser la dictature du prolétariat. Sentant leur impuissance sur l'arène de la politique révolutionnaire d'aujourd'hui, les confusionnistes et éclectiques petits-bourgeois tentent d'utiliser le vieil épisode de Kronstadt pour lutter contre la Quatrième Internationale, c'est à-dire le parti international de la révolution prolétarienne. Ces nouveaux mécontents de Kronstadt seront écrasés comme les autres, certes sans l'usage des armes, car ils n'ont pas par bonheur, de forteresse.

Le 15 janvier 1938. Covcacan, D. F.

L. TROTSKY.

Le Gérant : AlaCHE

PRODUCTION OF THE PARTY OF THE

Imprimerie "La Renaissance 11, Rue de Tanger, Paris-19"